



ORADÉA VIE

2022

Rapport ESG
Transition Énergétique



SOCIETE GENERALE
Assurances

RAPPORT ESG TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Exercice 2022

SOMMAIRE

1 - PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS	03
2 - DÉMARCHE GÉNÉRALE DE L'ENTITÉ	05
3 - MOYENS INTERNES DÉPLOYÉS PAR L'ENTITÉ	09
4 - PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ESG DANS LA GOUVERNANCE	11
5 - STRATÉGIE D'ENGAGEMENT AUPRÈS DES ÉMETTEURS	13
6 - TAXONOMIE EUROPÉENNE ET COMBUSTIBLES FOSSILES	14
7 - STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC L'ACCORD DE PARIS	16
8 - STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC LES OBJECTIFS DE LONG TERME LIÉS À LA BIODIVERSITÉ	21
9 - DÉMARCHE DE PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ESG DANS LA GESTION DES RISQUES	23
10 - LISTE DES PRODUITS FINANCIERS	27
11 - PRINCIPALES INCIDENCES NÉGATIVES DES INVESTISSEMENTS SUR LA DURABILITÉ	28
12 - ANNEXES	34
AVERTISSEMENTS	50

INTRODUCTION

Ce rapport vise à répondre aux obligations de reporting portées par l'article 29 de la loi de la loi énergie-climat (LEC) du 8 novembre 2019 sous le format défini par le décret n° 2021-663 du 27 mai 2021 pris en application de l'article L. 533-22-1 du code monétaire et financier.

Il s'efforce de présenter les informations recommandées par la « *Task Force on Climate-related Financial Disclosure* » (TCFD)⁽¹⁾ sur l'intégration des enjeux climatiques dans l'activité d'investissement, notamment en termes de gouvernance, de stratégie, et de gestion des risques.

¹ Stratégie Climat, Gouvernance climat, Gestion des risques liés aux changements climatiques, indicateurs et cibles.



1 - PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS

Oradéa Vie, filiale à 100% du groupe Société Générale est une société anonyme de droit français d'assurance sur la vie et de capitalisation. Oradéa Vie a pour objet de réaliser des opérations d'assurance sur la vie, et d'une façon générale, toutes opérations comportant des engagements dont les effets dépendent de la durée de la vie humaines, les co-assurances et la réassurance sur la vie. Les activités d'Oradéa Vie sont uniquement réalisées en France.

Oradéa Vie est détenue à 99,99 % par Sogécap. Compagnie d'assurance vie au cœur de la stratégie de développement du

Groupe Sogécap, Oradéa Vie conçoit des solutions d'assurance vie épargne, de retraite individuelle et d'assurance emprunteur en parfaite adéquation avec les tendances du marché. Oradéa Vie poursuit sa croissance en articulant sa stratégie autour de deux axes majeurs : en assurance vie épargne, via des partenariats d'envergure avec des plateformes de conseillers en gestion de patrimoine et des acteurs de la gestion privée, et en prévoyance avec son offre d'assurance emprunteur qu'elle distribue via des partenariats avec des courtiers et des prescripteurs en crédits.

ÉPARGNE	ASSURANCE VIE ÉPARGNE (ÉPARGNE INDIVIDUELLE) <ul style="list-style-type: none"> Assurance vie Capitalisation 		
PROTECTION	<table> <tr> <td>PRÉVOYANCE ET ASSURANCE SANTÉ INDIVIDUELLES <ul style="list-style-type: none"> Assurance temporaire décès Assurance santé individuelle Assurance obsèques Assurance dépendance </td> <td>ASSURANCE DES EMPRUNTEURS ET PRÉVOYANCE COLLECTIVE <ul style="list-style-type: none"> Assurance des emprunteurs Prévoyance entreprises Assurance santé collective </td> </tr> </table>	PRÉVOYANCE ET ASSURANCE SANTÉ INDIVIDUELLES <ul style="list-style-type: none"> Assurance temporaire décès Assurance santé individuelle Assurance obsèques Assurance dépendance 	ASSURANCE DES EMPRUNTEURS ET PRÉVOYANCE COLLECTIVE <ul style="list-style-type: none"> Assurance des emprunteurs Prévoyance entreprises Assurance santé collective
PRÉVOYANCE ET ASSURANCE SANTÉ INDIVIDUELLES <ul style="list-style-type: none"> Assurance temporaire décès Assurance santé individuelle Assurance obsèques Assurance dépendance 	ASSURANCE DES EMPRUNTEURS ET PRÉVOYANCE COLLECTIVE <ul style="list-style-type: none"> Assurance des emprunteurs Prévoyance entreprises Assurance santé collective 		

Les dispositifs et les moyens internes dédiés à la prise en compte de l'ESG dans les investissements sont mutualisés pour l'ensemble des entités françaises du groupe Sogécap (Sogécap, Antarius, Oradéa Vie). Les travaux sont réalisés de manière transversale par les mêmes équipes pour l'ensemble des entités.

Ainsi, dans le rapport, le terme groupe Sogécap sera employé pour décrire les dispositifs communs à l'ensemble des entités ou pour identifier des objectifs ou des éléments chiffrés calculés à un niveau consolidé. Le terme Oradéa Vie sera, lui, employé pour décrire les éléments chiffrés spécifiques à l'entité Oradéa Vie.

Principaux chiffres clés⁽¹⁾

Le tableau ci-dessous présente, pour les deux derniers exercices, le chiffre d'affaires des principaux segments sur lesquels la société opère :

Chiffre d'affaires brut (en M€)	2022	%	2021	%
Assurance vie épargne	1 746	97 %	1 611	97 %
Prévoyance	52	3 %	48	3 %
Total	1 798	100 %	1 659	100 %

¹ Plus d'informations dans le [Rapport sur la solvabilité et la situation financière d'Oradéa Vie](#).

Ventilation des placements d'Oradéa Vie par catégorie d'actifs

Les tableaux ci-dessous présentent les placements détenus par Oradéa Vie à fin 2022 :

Ventilation des actifs	En M€ (bilan comptable)	
Actifs du fonds général	473	10 %
Actifs des contrats en UC	4 205	90 %
Total	4 678	100 %

Composition du fonds général	En M€ (bilan comptable)	
Obligations souveraines	165	35,0 %
Obligations d'entreprise	103	21,8 %
Actions	2	0,4 %
Fonds d'investissement	37	7,8 %
Titres structurés	3	0,6 %
Trésorerie et dépôts	147	31,1 %
Prêts et prêts hypothécaires	15	3,2 %

À noter : Oradéa Vie réassure auprès de Sogécap la totalité de ses engagements investis sur le fonds garanti en euros (hors PERP). Le rapport ESG-Climat de Sogécap est disponible à l'adresse suivante : [Rapport ESG - Climat de Sogécap](#).



2 – DÉMARCHÉ GÉNÉRALE DE L'ENTITÉ

L'ambition RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise) est intégrée dans la stratégie du groupe Sogécap. L'entreprise s'est fixée comme objectif d'être **un assureur, un investisseur, et un employeur responsable**. Ces 3 axes interdépendants structurent toute l'action RSE de l'entreprise et sont alignés avec les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD ; cf. annexes).

En tant qu'investisseur institutionnel, le groupe Sogécap dispose d'un levier important, sa politique d'investissement, qu'il peut actionner en faveur de l'environnement, du climat, et de manière plus générale au profit de la société civile.



La démarche globale du groupe Sogécap en matière de RSE est détaillée dans le Rapport de Performance extra-financière de Société Générale Assurances.

2.1 – PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ESG DANS LES INVESTISSEMENTS

Le groupe Sogécap tient compte des risques de durabilité via l'intégration des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)⁽¹⁾.

Ces risques sont évalués selon le principe de double matérialité :

- le risque qu'un événement ou une situation dans le domaine ESG puisse, s'il survient, avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur d'un investissement ;
- l'impact négatif d'une décision d'investissement sur un enjeu ESG.

Chaque année, le portefeuille d'actifs⁽²⁾ est évalué selon des critères ESG (cf. paragraphe « Évaluation annuelle du portefeuille selon les critères ESG »).

Les risques de durabilité considérés dans cette évaluation sont notamment les suivants⁽³⁾ : changement climatique, perte de biodiversité, conditions de travail, relations sociales, santé et sécurité, pratiques fiscales.

Intégration des facteurs ESG dans la politique d'investissement

Les critères ESG⁽⁴⁾ sont formellement pris en compte, au côté de la notation crédit et de la notation financière, pour orienter la sélection des titres, leur maintien en portefeuille ou leur exclusion.

À ce titre, le groupe Sogécap :

- exclut tous les nouveaux investissements pour les émetteurs ayant une notation ESG inférieure ou égale à F⁽⁵⁾ ;
- étudie au cas par cas tous les investissements pour les émetteurs ayant une notation égale à E.

1 L'intégration des critères ESG vaut pour les investissements réalisés directement par l'entreprise et pour ceux réalisés via des gestionnaires d'actifs pour le compte de l'entreprise.
 2 Fonds général.
 3 Liste non-exhaustive ; cf. annexe 12.2 « Méthodologie Amundi d'évaluation ESG des actifs ».
 4 cf. méthodologie ESG d'Amundi.
 5 La méthode d'évaluation ESG d'Amundi repose sur une notation allant de A à G (les actifs A étant les mieux notés et ceux notés G les moins bien notés).

Des politiques de surveillance, d'exclusion, ou sectorielles sont également mises en œuvre à l'échelle du groupe Société Générale et du groupe Sogécap :

- liste de surveillance de projets, entreprises ou secteurs faisant l'objet de critiques pour des raisons environnementales ou sociales ;
- liste d'exclusion des entreprises du secteur de la défense, impliquées dans les armes controversées (mines antipersonnel,

bombes à sous munitions, armes nucléaires, armes biologiques et chimiques, munitions à uranium appauvri) ;

- politiques couvrant les secteurs d'activité sensibles⁽¹⁾ et le tabac⁽²⁾.

Des politiques sectorielles spécifiques ont notamment été définies pour les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz (cf. partie 7.3) et sur la biodiversité (cf. partie 8.2)⁽³⁾.

Évaluation annuelle du portefeuille selon les critères ESG

L'évaluation ESG du portefeuille est réalisée par la société Amundi et, depuis 2021, par Sustainalytics sur la base de leurs méthodologies respectives (cf. détails en annexes) :

- l'évaluation d'Amundi repose sur une notation allant de A à G, A étant la meilleure note et G la moins bonne ;
- l'évaluation de Sustainalytics s'appuie sur une note allant de 0 à 100, 0 étant la meilleure note et 100 la moins bonne.

Les périmètres de couverture des analyses sont les suivants :

	AMUNDI	SUSTAINALYTICS
Périmètre de l'analyse	Oradéa Vie ⁽⁴⁾	Oradéa Vie ⁽⁵⁾
Montant total des encours analysés (en M€)	135	318
% de couverture du portefeuille	97,81 %	100 %

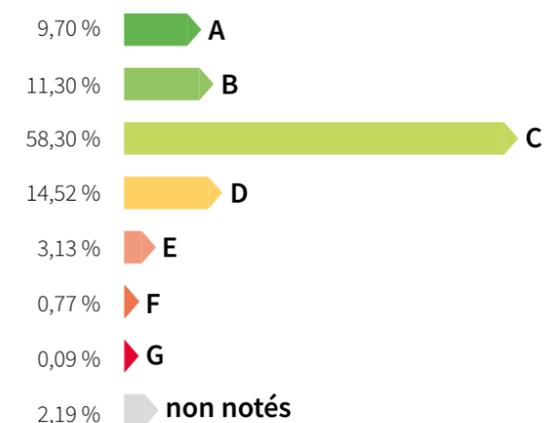
Le fait de disposer de ces deux méthodologies, qui reposent sur des critères et des hypothèses propres à chaque entreprise, permet à Oradéa Vie d'avoir une vision plus complète de la performance ESG de son portefeuille en augmentant la couverture de l'analyse et en permettant de comparer les résultats.

Évaluation ESG selon la méthodologie Amundi

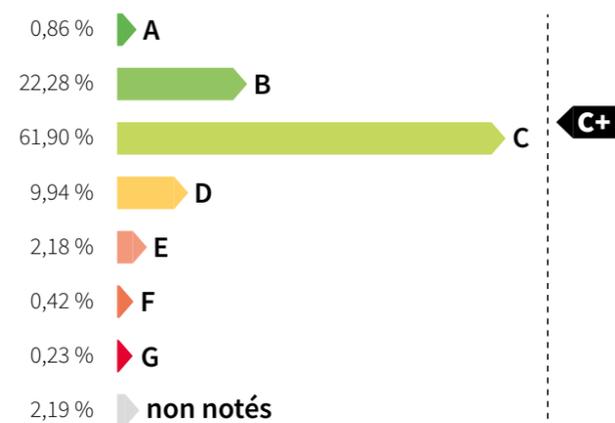
L'objectif que s'est fixé le groupe Sogécap est d'être au moins aussi bien noté que l'indice benchmark⁽⁶⁾, et de se positionner au moins au niveau C+.

Fin 2022, la note ESG moyenne du portefeuille d'Oradéa Vie s'est établie à B-, en phase avec la notation globale du groupe Sogécap en France et de son indice benchmark (C+).

NOTE ESG MOYENNE DU PORTEFEUILLE D'ORADÉA VIE (Amundi)



NOTE ESG MOYENNE DU BENCHMARK (Amundi)



1 Agriculture, pêche et agro-alimentaire; Barrages et énergie hydro-électrique; Biodiversité; Centrales thermiques; Charbon thermique; Défense; Exploitation forestière; Huile de palme; Mines; Navires; Nucléaire civil; Pétrole et gaz (<https://www.societegenerale.com/fr/responsabilite/ethique-et-gouvernance>).

2 Depuis 2018, tous les investissements en direct dans les producteurs de tabac ainsi que dans les entreprises dont plus de 10 % des revenus proviennent de l'activités commerciale du tabac sont exclus.

3 À noter : aucune exception aux politiques n'est prévue.

4 Actifs de l'entité Oradéa Vie (hors fonds non gérés par Amundi, unités de compte, private equity, loans, immobilier).

5 Actifs de l'entité Oradéa Vie « transparisés » des fonds et disposant d'une notation ESG (hors unités de compte, private equity, loans, immobilier, obligations convertibles, fonds alternatifs, cap et dérivés).

6 Benchmark : 90 % BoA ML Euro Broad Market, 6 % MSCI EMU, 4 % CAC 40.

Cette note ESG moyenne se décompose comme suit :

NOTE GLOBALE : C+	• Environnement : C+	• Social : B-	• Gouvernance : C+
--------------------------	----------------------	---------------	--------------------

Au total, 79,3 % des actifs notés ont une note comprise entre A et C. Les émetteurs les mieux notés, en catégorie A, représentent 9,7 % des actifs. Les actifs classés B représentent pour leur part 11,3% du total. Enfin, ceux classés F et G⁽¹⁾ représentent 0,86 %.

Évaluation ESG selon la méthodologie Sustainalytics

Fin 2022, la note ESG moyenne du portefeuille⁽²⁾ est de 16,8/100, ce qui correspond à un **risque ESG « faible »**. Cette note est légèrement inférieure à la note consolidée du groupe Sogécap en France, qui s'établit à 18 (contre 18,2 en 2021).

NOTE ESG MOYENNE DU PORTEFEUILLE D'ORADÉA VIE (SUSTAINALYTICS)



Évolution de la notation du risque ESG du portefeuille (méthodologie Sustainalytics)	2022
Oradéa (fonds général PERP/PER)	16,8 (Faible)

2.2 - ADHÉSION À DES CHARTES ET À DES INITIATIVES DE PLACE

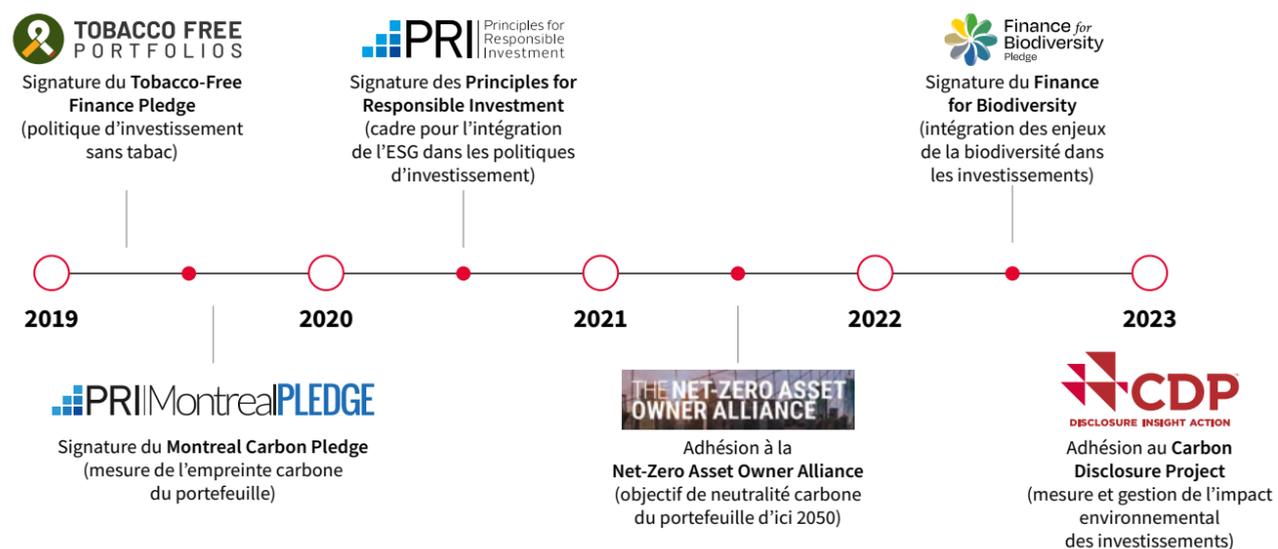
Depuis plusieurs années, le groupe Sogécap s'implique activement dans des initiatives visant à promouvoir une finance plus durable et une meilleure prise en compte des enjeux ESG dans les décisions d'investissement :

- en 2019, signature du « **Montreal Carbon Pledge** », qui consiste à mesurer et à rendre publique l'empreinte carbone de ses portefeuilles d'actifs et le « **Tobacco Free finance Pledge** » qui promeut une politique d'investissement sans tabac ;
- en 2020, formalisation de l'action de long terme du groupe Sogécap en faveur d'une finance responsable par la signature des « **Principles For Responsible Investment** » (PRI) ;

- en 2021, renforcement de l'engagement en faveur du climat en rejoignant la « **Net-Zero Asset Owner Alliance** » et en s'engageant à atteindre la neutralité carbone pour son portefeuille d'investissements d'ici 2050 ;
- en 2022, signature du « **Finance for Biodiversity Pledge** » (intégration des enjeux de biodiversité dans sa politique d'investissement) ;
- enfin, en 2023, adhésion au « **Carbon Disclosure Project** » afin de mieux mesurer les impacts environnementaux des investissements.

1 Titres en extinction ou en cours de cession.

2 Actifs de l'entité Oradéa Vie disposant d'une notation ESG (hors unités de compte, private equity, loans, immobilier, obligations convertibles, fonds alternatifs, cap et dérivés).



La participation à ces initiatives de Place a contribué à faire évoluer la gouvernance en termes de RSE et à mettre en avant les objectifs et les engagements pris par le groupe Sogécap sur le sujet.

2.3 - MOYENS UTILISÉS POUR INFORMER LES CLIENTS SUR L'ESG

Le groupe Sogécap utilise divers canaux de communication pour informer la clientèle sur sa démarche ESG.

Chaque adhésion à une charte ou à une initiative de Place est l'occasion d'informer les assurés et les parties prenantes sur la prise en compte des critères ESG dans la stratégie d'investisse-

ment et de rappeler ses engagements en faveur d'une finance durable (notamment via des communiqués de presse¹) et des publications sur les réseaux sociaux).

Par ailleurs des communications fréquentes ont lieu auprès des clients notamment via des campagnes de communication digitale.

3 - MOYENS INTERNES DÉPLOYÉS PAR L'ENTITÉ

Des ressources dédiées sont consacrées à la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la stratégie d'investissement.

Ces ressources proviennent des directions suivantes : direction responsabilité sociétale des entreprises, direction des investissements, direction des risques, directions techniques, direction conformité et direction juridique.

En 2022, plus de **6 équivalents temps plein (ETP)** au total sont consacrés à l'ESG au sein du groupe Sogécap en France.

Ressources dédiées à la prise en compte de l'ESG dans les investissements (groupe Sogécap en France)	2021	2022
Ressources humaines internes consacrées à l'ESG (en équivalent temps plein)	4	6,25
Ressources humaines internes consacrées à l'ESG (en % des ressources humaines internes) ⁽¹⁾	0,2 %	0,3 %
Budget consacré aux données ESG (en €)	670 K€	754 K€
Budget consacré aux données ESG (en % des encours gérés) ⁽²⁾	0,0005 %	0,0007 %

En complément, le groupe Sogécap a délégué à Amundi la prise en compte des critères ESG dans sa politique d'investissements. Cette délégation concerne la gestion courante, les analyses (évaluation ESG, empreinte carbone, etc.) et la recherche. **2,65 ETP** sont dédiés à cette tâche au sein d'Amundi.

Actions de formation et de sensibilisation

De nombreuses actions de communication interne ont lieu tout au long de l'année pour sensibiliser les collaborateurs aux problématiques ESG. Par ailleurs, le groupe Sogécap utilise la formation comme un levier pour matérialiser sa volonté de mettre la RSE au cœur de son activité :

- un indicateur spécifique concernant la réalisation par tous les collaborateurs en France (CDI, CDD, Détachés et apprentis) d'au moins une formation sur le thème de la RSE par an est intégré dans l'accord d'intéressement depuis 2021. En 2022, **97 % des collaborateurs en France** ont ainsi réalisé au moins une formation RSE au cours de l'année ;
- la Direction RSE s'est associée en 2021 avec la start-up **CiviTime** pour proposer aux collaborateurs un « *serious game* » sur-mesure les invitant à se sensibiliser aux enjeux de la RSE. Un challenge

Le groupe Sogécap s'appuie sur les prestataires externes et fournisseurs de données suivants pour la prise en compte des critères ESG dans ses investissements : Amundi, Sustainabilitycs, Trucost, Reporting 21, CDC Biodiversité/Carbon 4.

a été lancé début 2022 et, à travers de multiples mini-jeux, **462 collaborateurs** ont ainsi testé leurs connaissances sur les sujets du numérique responsable, des relations et conditions de travail, du handicap dans le monde professionnel, et des impacts environnementaux ;

- l'atelier de la **Fresque du Climat**, permettant de comprendre de façon collaborative les causes et conséquences du changement climatique et de réfléchir aux actions à mettre en place pour lutter contre ce phénomène, a fait l'objet d'un déploiement actif en 2022 au sein du groupe Sogécap. 373 collaborateurs ont ainsi été formés au cours de l'année, **portant à 21 % le taux de collaborateurs formés au sein de l'entreprise**. La Fresque du Climat fait partie intégrante du parcours d'intégration de tous les nouveaux collaborateurs.

1 <https://www.assurances.societegenerale.com/fr/investisseur-journaliste/presse/communiqués/>

1 Ressources mutualisées pour Sogécap, Antarius et Oradéa Vie.

2 Encours du groupe Sogécap en France (Sogécap, Antarius, Oradéa Vie).

Depuis 2022, le groupe Sogécap déploie un plan de formation spécifique ayant pour objectif de former tous les collaborateurs à la RSE d'ici fin 2024.

Enfin, le groupe Sogécap a lancé depuis 2020 le programme « RSE by Design » dont l'objectif est de faire évoluer les modes de fonctionnement de l'entreprise afin d'intégrer « nativement » et systématiquement la RSE au sein de toutes ses activités et processus. L'ambition est de faire de la RSE **un élément constitutif de la culture d'entreprise de l'entreprise et une réalité mise en œuvre au quotidien par tous les collaborateurs.**

Des plans d'actions ont été définis de façon collaborative par plus de 70 collaborateurs volontaires, issus de tous les métiers et de toutes les géographies, au cours de 33 heures d'ateliers selon la méthode du « Design Thinking »⁽¹⁾. 5 domaines ont été analysés en priorité : la création de produits, la relation client, l'informatique, les ressources humaines, et les investissements.

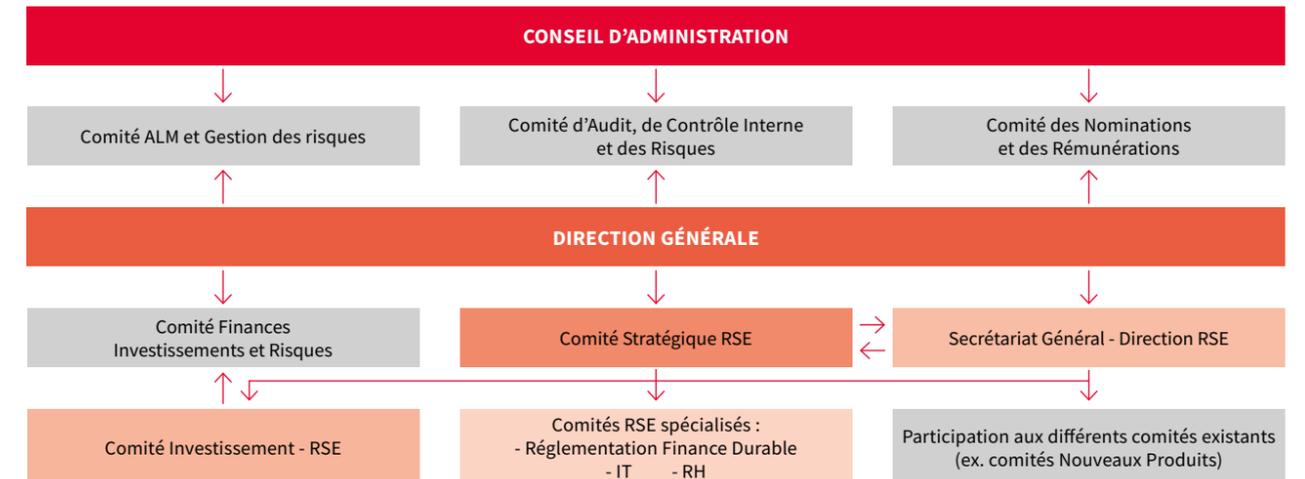


4 – PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ESG DANS LA GOUVERNANCE

Les dispositifs et les moyens internes dédiés à la prise en compte de l'ESG dans les investissements sont mutualisés pour l'ensemble des entités françaises du groupe Sogécap (Sogécap, Antarius, Oradéa Vie). Les dispositifs décrits concernent la société Sogécap, société mère du groupe Sogécap, et sont applicables aussi bien à l'entité qu'au groupe.

4.1 – GOUVERNANCE

Le groupe Sogécap met en œuvre une gouvernance dédiée afin d'intégrer la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), et notamment les problématiques ESG et climat, dans les processus de décisions et les processus opérationnels.



Le **Conseil d'administration** définit les orientations stratégiques, qui seront mises en œuvre, sous son contrôle, par la Direction Générale. Il est assisté par :

- le **Comité ALM et gestion des risques**, qui suit les grandes orientations de la politique de placement, de la gestion actif/passif et des risques (dont les risques climatiques) ;
- le **Comité d'Audit, du Contrôle Interne et des Risques (CACIR)**, notamment chargé du suivi du contrôle interne et de la gestion des risques ;
- le **Comité des Nominations et des Rémunérations**, qui a notamment pour mission d'examiner la pratique de rémunération de la Société pour la Direction Générale et les dirigeants effectifs.

Le Conseil d'Administration valide chaque année le Rapport de Performance Extra-financière du groupe Sogécap qui décrit notamment la façon dont les enjeux de RSE sont pris en compte par le groupe Sogécap et comment les risques de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement. Par ailleurs, les

administrateurs procèdent chaque année à l'auto-évaluation de leurs compétences sur différents sujets, dont l'ESG.

La **direction RSE**, rattachée au Secrétaire Général, est notamment chargée :

- de définir et de mettre en œuvre la stratégie RSE de l'entreprise (en lien avec les différentes directions opérationnelles et support concernées) ;
- d'identifier les principaux risques extra-financiers (en lien avec la direction des risques et la direction du contrôle interne) et de suivre les actions mises en œuvre pour les prévenir ou les atténuer.

Le **Comité stratégique RSE**, présidé par le Directeur Général de Sogécap, se réunit au moins 6 fois par an et a pour mission de :

- valider la stratégie RSE et réaliser les arbitrages nécessaires ;
- suivre la mise en œuvre des différents plans d'action.

¹ Ensemble de méthodes et outils qui aident, face à un problème ou un projet d'innovation, à appliquer la même démarche que celle qu'aurait un designer, s'appuyant ainsi sur un processus de co-créativité, impliquant des retours des utilisateurs finaux.

Le **Comité Investissement – RSE**, présidé par le Directeur Général Délégué en charge des Finance, des investissements et des Risques, réunit au moins 6 fois par an la direction des investissements, la direction des risques et la direction RSE, et est plus particulièrement chargé de piloter la mise en œuvre de la stratégie RSE dans les investissements.

Les travaux du Comité Investissement – RSE alimentent le **Comité Finance Investissements et Risques**, rattaché à la Direction Générale et qui se réunit environ 8 fois par an pour traiter notamment de la gestion d'actifs et des limites d'investissement.

Enfin, des comités spécialisés permettent de piloter la mise en œuvre de la stratégie RSE dans des domaines spécifiques :

- le **Comité Réglementation Finance Durable**, présidé par le Secrétaire Général, réunit au moins 6 fois par an la direction

juridique, la direction de la conformité, la direction des investissements, la direction des risques, les directions métiers et la direction RSE. Il a pour mission de piloter opérationnellement la mise en œuvre des obligations réglementaires liées à la finance durable ;

- le **Comité de pilotage IT RSE**, sponsorisé par le directeur du pôle Ressources (membre du comité exécutif de Sogécap) et le directeur RSE, réunit 6 fois par an les directions du Système d'information et le service des Achats⁽¹⁾. Ce comité pilote la mise en œuvre de la stratégie RSE dans les systèmes d'information et les achats ;
- le **Comité Ressources Humaines RSE**, qui réunit au moins 6 fois par an la direction des Ressources Humaines et la direction RSE, et qui pilote la mise en œuvre de la stratégie RSE dans les ressources humaines.

4.2 – INCLUSION DANS LES POLITIQUES DE RÉMUNÉRATION

Oradéa Vie, qui ne dispose d'aucun personnel propre, et dont les dirigeants ne perçoivent aucune rémunération dans le cadre de l'exercice de leur mandat, a adopté la politique de rémunération du groupe Sogécap lors de son Conseil d'administration du 19 octobre 2016.

Conformément aux principes de rémunération du groupe Société Générale, la politique de rémunération du groupe Sogécap promeut une gestion des risques saine et prudente, y compris en ce qui concerne les risques en matière de durabilité.

La rémunération des membres du Comité Exécutif d'Oradéa Vie est constituée d'une rémunération fixe et d'une rémunération variable annuelle. Cette dernière est déterminée en fonction de l'atteinte d'objectifs individuels et collectifs (communs à tous les membres du Comité Exécutif), parmi lesquels figurent des objectifs en termes de RSE.

Le groupe Société Générale et le groupe Sogécap ont décidé d'aller plus loin dès 2023 et d'intégrer formellement la RSE dans

l'évaluation des performances d'un cercle élargi de managers⁽²⁾ (membres du comité de direction et collaborateurs « N-1 » de ces derniers). Dès 2023, tous ces managers devront obligatoirement disposer d'au moins un objectif opérationnel lié à la RSE. Cet objectif sera évalué en fin d'année et pris en compte dans les décisions de rémunération individuelle.

Par ailleurs, l'évaluation des performances de chaque collaborateur du groupe Sogécap intègre une évaluation des comportements en termes de conformité avec les réglementations applicables et les règles internes.

Enfin, l'intégration de deux indicateurs spécifiques à la RSE dans l'accord d'intéressement de l'entreprise, a permis de lier l'atteinte des objectifs RSE à la rémunération financière de tous les collaborateurs (l'un des indicateurs concerne la réduction de l'exposition du portefeuille d'actifs aux énergies fossiles ; l'autre la réalisation par tous les collaborateurs du groupe Sogécap en France d'au moins une formation sur le thème de la RSE par an⁽³⁾).

1 D'autres directions ou services peuvent également être amenées à participer à ce comité.

2 Les membres du Comité Exécutif sont également concernés par ces objectifs.

3 En 2022, 97 % des collaborateurs en France ont réalisé au moins une formation sur la RSE.



5 – STRATÉGIE D'ENGAGEMENT AUPRÈS DES ÉMETTEURS

La politique d'engagement menée auprès des émetteurs, qui fait partie intégrante de la stratégie finance durable du groupe Sogécap, vise à agir comme un catalyseur de changement et de progrès, et peut apparaître comme une alternative efficace au désinvestissement.

L'objectif est de dialoguer avec les entreprises dans lesquelles nous investissons pour promouvoir une transition vers une économie durable, inclusive et bas carbone.

Le groupe Sogécap exerce son activité d'engagement et d'influence via Amundi, son principal gestionnaire d'actif, qui s'attache à faire évoluer les pratiques des émetteurs. Cet exercice s'inscrit dans le cadre du mandat de gestion confié à Amundi.

Amundi a développé une stratégie d'engagement reposant sur :

- un engagement proactif auprès des entreprises visant notamment à :
 - contribuer à la diffusion des bonnes pratiques et à favoriser une meilleure intégration du Développement Durable dans la gouvernance, les opérations et les modèles économiques ;
 - permettre l'amélioration de la gestion de leurs impacts, en particulier sur des sujets spécifiques essentiels à la durabilité de notre société et de notre économie ;
 - les accompagner dans leur transition vers un modèle économique plus durable, inclusif et bas carbone ;
 - les inciter à accroître leurs dépenses d'investissement, de recherche et de développement dans les domaines nécessaires à cette transition.

- Une politique de vote mettant en exergue la nécessité pour la Gouvernance et les Conseils d'Administration des entreprises de comprendre les défis environnementaux et sociaux, qu'il s'agisse des risques comme des opportunités. La politique de vote veille également à ce que les entreprises soient préparées et en position de mettre en place une stratégie en faveur d'une transition vers une économie durable, inclusive et bas carbone.

L'engagement s'exerce autour de six thèmes principaux :

- la transition vers une économie bas carbone ;

- la préservation du capital naturel (protection des écosystèmes et lutte contre la perte de biodiversité) ;
- la cohésion sociale, à travers la protection des salariés directs et indirects et la promotion des droits humains ;
- la responsabilité client, produit et sociétale ;
- des pratiques de gouvernance solides promouvant le Développement Durable ;
- un dialogue favorisant un exercice accru du droit de vote et une gouvernance d'entreprise renforcée.

En cas d'échec de l'engagement, ou si le plan de remédiation échoue, des **mesures d'escalade** sont envisagées en premier lieu, le désinvestissement de l'univers d'investissement actif intervenant comme dernier recours. Ces mesures d'escalade incluent (sans ordre particulier) : la dégradation de la note sur un ou plusieurs critères, les questions lors des assemblées générales, les votes contre le management, les déclarations publiques, le plafonnement de la note ESG et, en dernier ressort, l'exclusion.

La politique d'engagement mise en œuvre par Amundi **couvre 28 des 30 principaux contributeurs à l'empreinte carbone** du portefeuille actions et obligations d'entreprises du groupe Sogécap en France, responsables de **65 % des émissions totales**.

En 2022, les différents types d'engagement directs ont permis de traiter **959 sujets auprès de 276 entreprises**. Ces entretiens ont porté à 39 % sur des enjeux environnementaux (transition vers une économie bas carbone, protection du capital naturel et de la biodiversité), 28 % sur des sujets sociaux, et 33 % sur des problématiques de gouvernance (y compris l'engagement mené dans le cadre de la campagne de vote).

Par ailleurs, pour les fonds dédiés, les droits de vote ont été exercés au cours de :

- 124 assemblées générales (via 1 889 résolutions) pour le fonds dédié diversifié ;
- 374 assemblées générales (via 5 513 résolutions) pour le fonds dédié actions.

6 – TAXONOMIE EUROPÉENNE ET COMBUSTIBLES FOSSILES

Le règlement européen « Taxonomie »

Le règlement européen « Taxonomie »⁽¹⁾ vise à établir une classification des activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. L'objectif est de réorienter les flux d'investissements vers ces activités favorables à la transition énergétique et écologique.

Le système de classification repose sur six objectifs auxquels les activités durables doivent contribuer (ou ne pas porter préjudice) : atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique, utilisation durable et protection des

ressources aquatiques et marines, transition vers une économie circulaire, prévention et réduction de la pollution, protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

En 2022, les entreprises doivent reporter **la part de leurs encours correspondant à des activités éligibles à une classification en tant qu'activités durables**⁽²⁾. La part des encours éligibles correspondant à des activités durables au sens du règlement « Taxonomie » sera calculé à partir de l'exercice 2023.

Part des encours éligibles à une classification au titre du règlement « Taxonomie »

Sont considérés comme éligibles à une classification au titre du règlement « Taxonomie » :

- les immeubles et forêts détenus à des fins d'exploitation ou d'investissement ;
- les actions et obligations, détenues en direct ou via des fonds, d'entreprises à hauteur du pourcentage de leur chiffre d'affaires correspondant à des activités économiques éligibles à la taxonomie.

Le calcul de la part des encours éligibles à une classification a été réalisée pour l'actif général et sur la base de données estimées. Compte tenu du peu d'informations publiées à date par les entreprises, l'éligibilité à une classification n'a pu être déterminée pour 33,4 % des actifs analysés. Des travaux sont en cours pour étendre le périmètre d'analyse.

La part des encours d'investissements d'Oradéa Vie dans des activités économiques éligibles à une classification au titre du règlement « Taxonomie » est de 10,6 %.

	Données au 31/12/2022 (données estimées)
Montant total des encours (actif général)	336 M€
Dont part des expositions sur des administrations centrales, des banques centrales ou des émetteurs supranationaux (hors périmètre du règlement « Taxonomie »)	44,2 %
Montant total des encours analysés (actif général)	122 M€
Exposition aux produits dérivés (non-éligibles à une classification en tant qu'activités durables)	-
Exposition aux entreprises non soumises à la NFRD ⁽³⁾ (non soumises aux obligations de reportings extra-financier)	0,2 %
Exposition aux activités économiques non-éligibles à une classification au titre du règlement « Taxonomie »	55,8 %
Exposition aux activités économiques éligibles à une classification au titre du règlement « Taxonomie » ⁽⁴⁾	10,6 %
Exposition aux activités économiques dont l'éligibilité à une classification au titre du règlement « Taxonomie » n'a pu être déterminée par manque d'information	33,4 %
Total	100 %

1 Règlement UE 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables.

2 Dans un 1^{er} temps, seuls les 2 premiers objectifs environnementaux sont considérés (atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique).

3 Non Financial Reporting Directive.

4 Atténuation ou adaptation au changement climatique.

Combustibles fossiles

Les encours d'Oradéa Vie dans des entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles⁽¹⁾ sont décrits ci-après (intégralité de l'exposition en direct aux entreprises concernées).

Exposition aux combustibles fossiles au 31/12/2022 ⁽²⁾	En M€	% des encours
Montant total des encours analysés en valeur boursière (actif général)	336	
Exposition au charbon	0,2	0,1 %
Exposition aux hydrocarbures conventionnels	1,4	0,4 %
Exposition aux hydrocarbures non-conventionnels ⁽³⁾	1,2	0,4 %

1 Les sociétés qui tirent des revenus de la prospection, de l'exploitation minière, de l'extraction, de la production, de la transformation, du stockage, du raffinage ou de la distribution, y compris le transport, l'entreposage et le commerce, de combustibles fossiles (les sources d'énergie non renouvelables basées sur le carbone telles que les combustibles solides, le gaz naturel et le pétrole).

2 Source : listes Global Coal Exit List (GCEL) et Global Oil & Gas Exit List (GOGEL) d'Urgewald ; la mesure tient compte de l'exposition totale aux entreprises concernées.

3 Sables bitumineux, pétrole ou de gaz produit dans l'Arctique, forages en eaux très profondes, pétrole ou de gaz de schiste.



7 - STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC L'ACCORD DE PARIS

7.1 - STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC LES ACCORDS DE PARIS

Conformément aux engagements du groupe Société Générale et aux initiatives de la Place de Paris, le groupe Sogécap a pris des engagements concrets et publics pour lutter contre le réchauffement climatique et préserver la biodiversité.

Le groupe Sogécap s'est ainsi engagé à aligner son portefeuille d'actifs avec les objectifs des Accords de Paris et à atteindre la neutralité carbone pour son portefeuille d'investissements. Afin de garantir la mise en œuvre opérationnelle de cette ambition, le Groupe s'est fixé les objectifs chiffrés suivants :

- se désengager totalement du secteur du charbon thermique selon un calendrier en ligne avec les objectifs des Accords de Paris :

au plus tard en 2030 pour les entreprises ayant des actifs dans les pays de l'UE et de l'OCDE, et 2040 dans le reste du monde ;

- réduire l'empreinte carbone de ses portefeuilles actions et obligations d'entreprises de **30 % à l'horizon 2025 par rapport à 2018**. Conformément aux engagements pris dans le cadre de la « Net Zero Asset Owner Alliance », cet objectif sera revu tous les 5 ans ;
- réduire son exposition globale au secteur de l'extraction du pétrole et du gaz. L'objectif de réduction, précédemment de -10 % entre 2020 et 2025, a été doublé pour être porté à **-20 % d'exposition globale entre 2020 et 2025 ;**
- doubler ses encours d'actifs « verts » entre 2020 et 2025.

À fin 2022, le groupe Sogécap est bien positionnée pour atteindre tous ses objectifs.

Taux d'atteinte des objectifs climatiques	Statut au 31/12/2021	Statut au 31/12/2022	Commentaires
Se désengager totalement du secteur du charbon thermique d'ici 2030 (UE/OCDE) et 2040 (reste du monde)	Exposition au secteur ⁽¹⁾		Le désengagement se déroule conformément au calendrier. L'exposition correspond aux encours détenus dans des entreprises ayant une partie de leur activité liée au charbon. Pour rappel (cf. partie 7.3), l'entreprise exclut notamment tous les investissements directs dans : <ul style="list-style-type: none"> • les entreprises ayant des revenus provenant d'activités liées à l'extraction de charbon thermique ; • les producteurs d'énergie n'ayant pas pris d'engagement public de sortie du charbon thermique d'ici 2030 (UE/OCDE) et 2040 (reste du monde).
	1,1 %	1 %	
Réduire l'empreinte carbone des portefeuilles actions et obligations d'entreprises de 30 % à l'horizon 2025 par rapport à 2018	Réduction de l'empreinte depuis 2018 ⁽²⁾		Ce recul, qui va au-delà de l'objectif fixé à 2025, s'explique notamment par : <ul style="list-style-type: none"> • les exclusions mises en place, notamment sur le charbon thermique (cf. partie 7.3) ; • la politique d'investissement consistant à privilégier les actifs ayant une faible empreinte carbone ; • la baisse générale de l'empreinte carbone des émetteurs présents en portefeuille.
	-48 %	-54 %	
Réduire de 20 % entre 2020 et 2025 l'exposition globale au secteur de l'extraction du pétrole et du gaz	Réduction de l'exposition depuis 2020 ⁽³⁾		La forte réduction de l'exposition est due notamment à la cession en 2022 de titres d'entreprises liées au secteur pétrole et gaz.
	-6 %	-22 %	

1 Actifs détenus en direct ; périmètre groupe Sogécap ; donnée calculée en valeur boursière ; exposition calculée à partir de l'outil Sustainability et de la liste GCEL d'Urgewald.
 2 Périmètre groupe Sogécap ; donnée calculée en valeur boursière ; donnée calculée par S&P Trucost. Conformément au protocole de la Net Zero Asset Owner Alliance, l'objectif a été déterminé sur le périmètre scope 1 + scope 2.
 3 Actifs détenus en direct ; périmètre groupe Sogécap en France, représentant 97 % du total des encours du groupe Sogécap ; donnée calculée en valeur bilan ; exposition « upstream » (exploration et production) calculée à partir de la liste GOGEL d'Urgewald.

Taux d'atteinte des objectifs climatiques	Statut au 31/12/2021	Statut au 31/12/2022	Commentaires
Doubler les encours d'actifs « verts » entre 2020 et 2025	Progression des encours depuis 2020 ⁽¹⁾		La progression se déroule conformément au calendrier.
	+71 % (valeur boursière) +62 % (valeur bilan)	+66 % (valeur boursière) +80 % (valeur bilan)	

En complément, dans le cadre du « Finance for Biodiversity Pledge », le groupe Sogécap a renforcé son engagement pour la **préservation de la biodiversité** en mettant à jour sa politique d'investissement vis-à-vis des activités contribuant à la déforestation (cf. partie 8.2).

7.2 - FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

En tant qu'investisseur de long terme, le groupe Sogécap finance activement la transition énergétique.

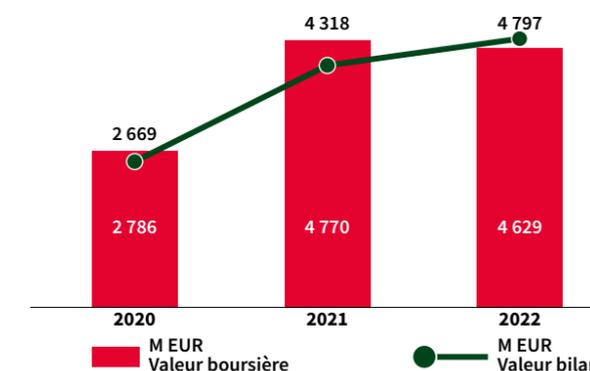
L'objectif que s'est fixé le groupe est de doubler ses encours d'actifs « verts » entre 2020 et 2025. Le groupe est bien positionné pour atteindre cet objectif puisqu'à fin 2022 le total des encours « verts » s'élevait à **4,6 Md€ en valeur boursière (+66 % par rapport à 2020)** et à **4,8 Md€ en valeur bilan (+80 % par rapport à 2020)**.

Investissements immobiliers

Dans le cadre de ses investissements immobiliers, le groupe Sogécap privilégie les investissements à forte efficacité énergétique et les meilleures certifications (pour la construction, la rénovation et l'exploitation). La valeur vénale (hors UC) du parc immobilier « vert », c'est-à-dire **ayant des certifications environnementales⁽²⁾**, est ainsi évaluée à **4,2 Md€ à fin 2022** (contre 3,4 Md€ fin 2021).

Par rapport à fin 2021, ces encours apparaissent en hausse en valeur bilan (+479 M€) mais en baisse en valeur boursière (-141 M€). Cette évolution s'explique principalement par un effet marché important en 2022 (notamment concernant les ETF « Climat » qui excluent le secteur de l'énergie et qui donc n'ont pas pu s'appuyer sur les bonnes performances boursières de ce secteur au cours de l'année).

Encours d'actifs « verts » du groupe Sogécap (en M€)



1 Actifs détenus en direct ; périmètre groupe Sogécap en France.
 2 Certifications BREEAM, BBC, HQE, EFFINERGIE, LEED, ou DGNB.

7.3 – POLITIQUES MISES EN ŒUVRE

Des politiques sectorielles spécifiques ont été définies pour les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz.

Charbon thermique

Dans le cadre du désengagement progressif du secteur charbon thermique, le groupe Sogécap exclut tout investissement direct⁽¹⁾ dans les entreprises :

- ayant des revenus provenant d'activités liées à l'extraction de charbon thermique ;
- qui sont dans le secteur énergétique et dont plus de 30 % de la production d'électricité provient du charbon ;

Pétrole et gaz

Au-delà de son engagement de réduire d'au moins 20 % d'ici 2025 son exposition globale au secteur de l'extraction du pétrole et du gaz, les critères d'exclusion relatifs aux **énergies fossiles** ont encore été durcis en 2022.

Ainsi, le groupe Sogécap a décidé de mettre fin :

- au financement de tout nouveau projet d'exploration ou de production de pétrole ou de gaz fossile (conventionnel ou non-conventionnel) ;
- à tout nouvel investissement en direct dans une entreprise du secteur tant qu'elle développe de nouveaux projets d'exploration ou de production de pétrole ou de gaz fossile (conventionnel ou non-conventionnel).

- qui développent de nouveaux projets charbon thermique.

Les critères ont encore été renforcés en 2022 puisque désormais sont exclus également les investissements dans les producteurs d'énergie n'ayant pas pris d'engagement public de sortie du charbon thermique à horizon 2030 (UE/OCDE) ou 2040 (reste du monde).

Toutefois, pour pouvoir accompagner la transition des entreprises, le groupe Sogécap pourra continuer à investir en direct dans une entreprise du secteur :

- via une filiale consacrée exclusivement au développement des énergies renouvelables ;
- via une obligation verte permettant le développement des énergies renouvelables.

Concernant les énergies fossiles non-conventionnelles, les forages en eaux très profondes ont été ajoutés dans les activités prises en compte. Ainsi, le groupe Sogécap exclut de ses investissements directs⁽¹⁾ les entreprises dont le chiffre d'affaires lié aux énergies fossiles non-conventionnelles (gaz et pétrole en Arctique, sables bitumineux, gaz et pétrole de schiste, et forages en eaux très profondes) :

- est supérieur à 10 %, pour les titres déjà détenus ;
- est supérieur à 5 %, pour les nouveaux investissements.

7.4 – ÉVALUATION DE L'EMPREINTE CARBONE DU PORTEFEUILLE D'ACTIFS

7.4.1 Empreinte carbone des émetteurs privés

Objectifs

L'objectif fixé à l'échelle du groupe Sogécap est de réduire l'empreinte carbone des portefeuilles actions et obligations d'entreprises de 30 % à l'horizon 2025 par rapport à 2018 (scope 1 et 2)⁽²⁾. Sur ce périmètre, le recul atteint **54 %** à fin 2022 (il est de 45 % sur les scopes 1, 2 et 3 amont)⁽³⁾.

Cette baisse, qui va au-delà de l'objectif fixé à l'horizon 2025, s'explique notamment par :

- les exclusions mises en place dans la politique d'investissement, notamment sur le charbon thermique (cf. partie 7.3) ;
- la politique d'investissement consistant à privilégier les actifs ayant une faible empreinte carbone ;
- l'arbitrage d'actifs « classiques » vers des actifs à thématique « climat » (cf. partie 7.2) ;
- la baisse générale de l'empreinte carbone des émetteurs présents en portefeuille.

1 Exclusion applicable également aux fonds dédiés.

2 Les émissions de gaz à effet de serre sont classifiées par le Greenhouse Gas Protocol en trois catégories : les scopes 1, 2 et 3 :

• scope 1 : ensemble des émissions directes induites par les ressources possédées ou contrôlées par l'entreprise,

• scope 2 : ensemble des émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité, de vapeur ou de chaleur,

• scope 3 : ensemble de toutes les autres émissions indirectes, en amont et en aval de la chaîne de valeur. Pour des raisons de robustesse des données, le groupe Sogécap a fait le choix de n'utiliser qu'une partie du scope 3 : les émissions amont liées aux fournisseurs de premier rang. Les fournisseurs de premier rang sont ceux avec lesquels l'entreprise a une relation privilégiée et sur lesquels elle peut directement influencer (scope 3 amont).

3 cf. Rapport de performance extra-financière de Société Générale Assurances.

Périmètre et méthodologie

Parmi les différents indicateurs utilisés pour évaluer les émissions de carbone d'un portefeuille, le groupe Sogécap a fait le choix de retenir celui mesurant les émissions en tonnes équivalent CO₂

par million d'euros investis (ou tCO₂/M€). Il reflète les émissions induites par l'investissement dans ce portefeuille, et son positionnement par rapport à des indices benchmark.

Pour évaluer l'empreinte carbone de ses portefeuilles actions et obligations d'entreprises, Oradéa Vie s'appuie sur Trucost.

Les périmètres de couverture des analyses sont les suivants :

Périmètre de l'analyse	Oradéa Vie ⁽¹⁾	Groupe Sogécap ⁽²⁾
Montant total des encours analysés (M€)	79	59 018
% de couverture du portefeuille	100 %	96 %
% de couverture de l'univers de référence ⁽³⁾	88 %	

Évolution de l'empreinte carbone d'Oradéa Vie

L'empreinte carbone s'affiche à **40 tCO₂/M€** en 2022 sur les scopes 1 et 2 (inférieure de 25 % à celle de l'univers de référence) et à **59 tCO₂/M€** sur les scopes 1 et 2 et 3 amont. Elle est inférieure à l'empreinte du portefeuille consolidé du groupe Sogécap et à celle du benchmark.

Évolution de l'empreinte carbone des émetteurs privés (en tCO ₂ /M€)	2022
Scope 1 + scope 2 (émissions directes + indirectes)	
Oradéa Vie	40
Groupe Sogécap	44
Univers de référence	50
Scope 1 + scope 2 (émissions directes + indirectes) + scope 3 amont (émissions directes + indirectes + fournisseurs de 1^{er} rang)	
Oradéa Vie	59
Groupe Sogécap	71
Univers de référence	76

7.4.2 Empreinte carbone des émetteurs publics

Le groupe Sogécap s'appuie sur Trucost pour évaluer l'empreinte carbone des émetteurs publics de son portefeuille d'actifs.

Le périmètre de couverture des analyses est le suivant :

Périmètre de l'analyse	Oradéa Vie	Groupe Sogécap
Montant total des encours analysés (M€)	149	28 311 ⁽⁴⁾
% de couverture du portefeuille	93,2 %	88,3 %
% de couverture de l'univers de référence ⁽⁵⁾	99 %	

1 Actifs d'Oradéa Vie « transparisés » des fonds et disposant d'une analyse Trucost (hors unités de compte, *private equity*, *loans*, immobilier, obligations convertibles, fonds alternatifs, cap et dérivés).

2 Actifs du groupe Sogécap, hors unités de compte et immobilier.

3 Indice de référence TRUCOST : ICE BofA Emerging Markets Sovereign Bond Index: 1%; Eurostoxx 50: 9%; ICE BofA Euro High Yield Index: 1,0%; ICE BofA US High Yield Index: 1%; ICE BofA Euro Corporate Index: 35%; ICE BofA High Grade Emerging Markets Corporate Plus Index: 1%; ICE BofA 7-10 Year Euro Government Index: 35%; ICE BofA Euro Financial Index: 17%.

4 Actifs du groupe Sogécap, hors unités de compte et immobilier.

5 L'univers de référence utilisé par Trucost pour l'analyse des émetteurs privés et publics : Eurostoxx 50: 7%; ICE BofA Euro High Yield Index: 1%; ICE BofA US High Yield Index: 1%; ICE BofA Euro Corporate Index: 20%; ICE BofA 7-10 Year Euro Government Index: 34%; ICE BofA Euro Financial Index: 36%.

L'empreinte carbone des émetteurs publics d'Oradéa Vie est estimée à 220 tCO₂/M€.

Évolution de l'empreinte carbone des émetteurs publics (en tCO ₂ /M€)	2022
Oradéa Vie	220
Groupe Sogécap	316
Univers de référence	379,6

Oradéa Vie se compare favorablement à l'univers de référence qui présente une empreinte carbone supérieure de 73%. L'empreinte carbone des émetteurs publics du groupe Sogécap est inférieure à celle du benchmark.⁽¹⁾

7.5 - ALIGNEMENT DU PORTEFEUILLE D'ACTIFS AVEC LES OBJECTIFS DES ACCORDS DE PARIS

Une étude de l'alignement des portefeuilles obligations et actions (émetteurs privés) du groupe Sogécap avec les objectifs des Accords de Paris a été réalisée par Trucost (cf. méthodologie en annexe 12.5 : évaluation des réductions d'intensité carbone des entreprises nécessaires pour s'inscrire dans les différents scénarios climatiques).

Cette étude analyse les réductions d'émissions de gaz à effet de serre (historiques et projetées)⁽²⁾ des entreprises et les compare aux émissions qui seraient nécessaires pour limiter le réchauffement climatique à +2°C.

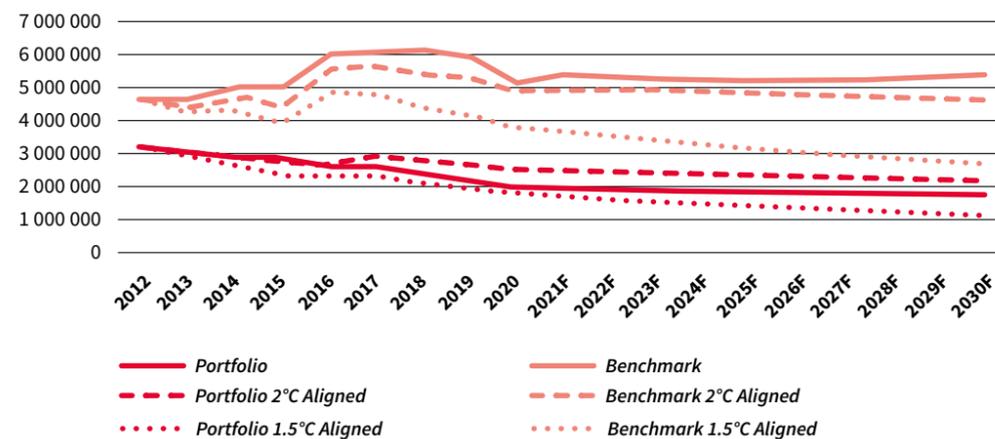
Pour rappel, l'objectif central de l'Accord de Paris est de maintenir l'augmentation de la température mondiale à un niveau bien inférieur à 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, et de poursuivre les efforts pour limiter encore davantage l'augmentation de la température à 1,5°C.

Périmètre de l'analyse	Groupe Sogécap ⁽³⁾
Montant total des encours analysés (M€)	59 018
% de couverture du portefeuille	78 %
% de couverture de l'indice de référence	75 %

Bien que la trajectoire des émissions du portefeuille du groupe Sogécap ne soit pas encore alignée avec un objectif de réchauffement de +1,5°C, elle est inférieure à celle qui permettrait de limiter le réchauffement à +2°C. Le portefeuille, aligné entre +1,5°C et +2°C, est ainsi mieux positionné que l'indice de référence qui affiche une trajectoire située entre +2°C à +3°C.

Le graphique ci-dessous présente la trajectoire des émissions du portefeuille du groupe Sogécap sur la période 2012-2030 et la compare avec celle qui permettrait de limiter le réchauffement à 2°C. La trajectoire de l'indice de référence est également indiquée.

Alignement du portefeuille du groupe Sogécap Trajectoire des émissions 2012-2030 (en tCO₂ – source : Trucost)



Trajectoire de l'indice de référence
2 à 3°C

Trajectoire du portefeuille du groupe Sogécap
1,5 à 2°C

1 cf. Rapport de performance extra-financière de Société Générale Assurances pour plus d'informations.

2 Dernières données historiques disponibles dans la base de données de Trucost : 2019.

3 Actifs du groupe Sogécap, hors unités de compte et immobilier.



8 - STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC LES OBJECTIFS DE LONG TERME LIÉS À LA BIODIVERSITÉ

8.1 - STRATÉGIE POUR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Dans la continuité de son engagement pour lutter contre le réchauffement climatique, le groupe Sogécap fait de la préservation de la biodiversité une priorité.

Dans ce cadre, le groupe a signé début 2022 le « Finance for Biodiversity Pledge » et s'est notamment engagé, d'ici fin 2024, à :

- collaborer et partager les connaissances sur les méthodologies de mesure et de fixation d'objectifs en lien avec la biodiversité ;

- intégrer la biodiversité dans la politique d'investissement responsable et le dialogue actionnarial ;
- évaluer les impacts positifs et négatifs des investissements sur la biodiversité ;
- publier des objectifs basés sur la science, pour augmenter les impacts positifs et réduire les impacts négatifs des investissements sur la biodiversité ;
- rendre compte chaque année du niveau d'atteinte de ces objectifs dans les portefeuilles d'investissement.

8.2 - POLITIQUE D'INVESTISSEMENT POUR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Le groupe Sogécap a durci dès 2021 sa politique d'investissement vis-à-vis des activités contribuant à la déforestation. Ainsi, l'entreprise interdit les investissements en direct dans les entreprises suivantes :

- les producteurs et distributeurs d'huile de palme⁽¹⁾ confrontés à des conflits fonciers significatifs non résolus⁽²⁾ ;
- les entreprises (de tous secteurs) confrontées à des controverses « fortes » et « sévères »⁽³⁾ liées à « l'aménagement du territoire et à la biodiversité ».

8.3 - IMPACT DES INVESTISSEMENTS SUR LA BIODIVERSITÉ

Périmètre et méthodologie

L'impact du portefeuille sur la biodiversité a été évalué grâce à la base de données BIA-GBS (Biodiversity Impact Analytics powered by the Global Biodiversity Score™) développé par la CDC Biodiversité (filiale de la Caisse des Dépôts) en partenariat avec Carbon 4.

Le GBS peut être vu comme l'équivalent du bilan carbone pour la biodiversité, bien qu'il soit difficile de résumer les enjeux de biodiversité en un indicateur unique. Il permet de mesurer l'empreinte biodiversité des entreprises d'un portefeuille financier en traduisant leurs activités économiques en impacts sur la biodiversité.

Cet impact est exprimé en « MSA part per billion » (« MSAppb* ») :

- la MSA (« Mean Species Abundance » ou Abondance moyenne des espèces) est une métrique reconnue par la communauté scientifique permettant d'évaluer l'intégrité des écosystèmes en mesurant l'abondance moyenne des espèces en un lieu donné ;
- dans un 1^{er} temps calculé en fonction de la surface occupée, la MSA est ensuite convertie en un indicateur unique agrégé tenant compte des différents types d'impact (terrestres, aquatiques ; statiques, dynamiques), la « MSA part per billion » (« MSAppb* »).

La méthodologie détaillée de calcul de l'indicateur est disponible en annexe 12.4.

1 Ayant plus de 25 % de leur CA lié à l'huile de palme.

2 Controverses de catégorie 3, 4 ou 5 liées à l'aménagement du territoire et à la biodiversité (source actuelle : Sustainalytics).

3 Controverses de catégorie 4 ou 5 (source actuelle : Sustainalytics).

L'analyse a porté sur le portefeuille d'obligations et d'actions d'entreprise détenues en direct.

Couverture de l'analyse

Périmètre de l'analyse	Oradéa Vie	Groupe Sogécap ⁽¹⁾
Montant total des encours analysés (M€)	79	50 919
% de couverture du portefeuille	66 %	48 %

Évaluation de l'empreinte biodiversité du portefeuille d'Oradéa Vie

En 2022, l'empreinte biodiversité du portefeuille d'Oradéa vie est le suivant :

- Empreinte « MSAppb* » : **3** (contre 989 pour le groupe Sogécap)
 - 33 % de cette empreinte est liée au changement climatique ;
 - 33 % concerne l'utilisation des sols.
- Empreinte « MSAppb* » par millions d'euros investis : 52 contre 41 pour le groupe Sogécap. (À titre d'exemple, l'empreinte de l'Eurostoxx 600 est de 77).

S'agissant de la 1^{re} analyse du portefeuille, des conclusions précises ne peuvent être tirées à ce stade. En effet, l'absence d'historique et de benchmark adapté ne permettent pas d'apprécier l'impact relatif du portefeuille d'Oradéa Vie (par rapport à un portefeuille comparable) ou son évolution.

L'exploitation des résultats de l'analyse qui sera réalisée en 2023 et la comparaison avec un indice benchmark ayant les mêmes caractéristiques que le portefeuille d'Oradéa Vie (en cours de construction) permettront de déterminer les objectifs à prendre et les évolutions à éventuellement apporter à la politique d'investissement pour réduire les impacts négatifs sur la biodiversité.

9 – DÉMARCHE DE PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ESG DANS LA GESTION DES RISQUES

9.1 – PROFIL DE RISQUES D'ORADÉA VIE

L'activité assurance vie épargne **étant prédominante** dans l'activité et le bilan d'Oradéa Vie (97 % du chiffre d'affaires en 2022), les risques de marché constituent l'exposition la plus significative. Ils sont toutefois limités par le traité de réassurance avec Sogécap qui couvre les contrats d'épargne investis sur les supports en euros. Au sein des risques de marché, Oradéa Vie est surtout sensible aux chocs sur le niveau des taux d'intérêt, des marchés actions et des *spreads* de crédit⁽¹⁾.

En lien avec l'activité d'assurance vie épargne, le risque de rachats, au sein des risques de souscription vie, est également significatif, bien qu'il soit atténué du fait de la réassurance.

L'exposition d'Oradéa Vie aux risques extra-financiers, et notamment aux risques climatiques, découle de ce profil de risque.

9.2 – EXPOSITION DU GROUPE SOGÉCAP AUX RISQUES CLIMATIQUES

Trois types de risques sont généralement associés au changement climatique :

- les **risques physiques**, qui correspondent à l'exposition aux conséquences physiques des facteurs environnementaux, tels que le changement climatique ou la perte de biodiversité (par exemple : perte de valeur des placements détenus par les assureurs et émis par des entités touchées par ces événements climatiques ; augmentation de la fréquence et du coût des sinistres à régler par les assureurs) ;

- les **risques de transition**, qui correspondent à l'exposition aux évolutions induites par la transition vers une économie à faible intensité carbone, en particulier lorsqu'elles sont mal anticipées ou interviennent brutalement. Ces risques sont liés par exemple à une dépréciation des actifs, faisant suite à des évolutions réglementaires qui viendraient impacter certaines activités jugées trop émettrices en gaz à effet de serre (GES) ;
- les **risques de contentieux ou de responsabilité** liés aux facteurs environnementaux.

Exposition aux risques physiques du portefeuille d'actifs

En assurance vie épargne, la structure des actifs gérés par le groupe Sogécap, majoritairement émis par des États et des entreprises **modérément sensibles aux risques climatiques** (pays européens, secteur des services financiers), les rendent peu exposés aux risques physiques. De même, 91 % des actifs détenus dans le cadre des investissements immobiliers sont localisés en France (dont 76 % en Île-de-France – hors foncières cotées) et sont essentiellement composés d'immeubles de bureaux (65 %).

L'analyse du portefeuille d'actifs par Trucost **évalue les pertes possibles liées au risque physique à 3,91 % de la valeur du portefeuille du groupe Sogécap** analysé (contre 3,88 % pour le benchmark).

¹ Actifs du groupe Sogécap, hors unités de compte et immobilier - Obligations et actions d'entreprise détenues en direct.

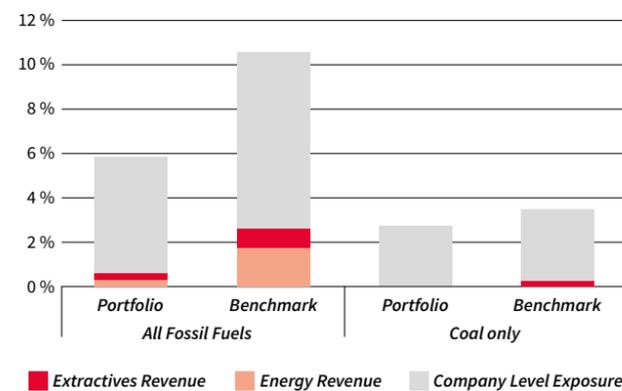
¹ Écart de taux actuariel entre une obligation émise par une entreprise, une collectivité territoriale ou un organisme et un emprunt d'État théorique qui aurait les mêmes flux financiers.

La méthodologie Trucost est disponible en annexes.

Couverture de l'analyse	TRUCOST
Périmètre de l'analyse	Groupe Sogécap ⁽¹⁾
Montant total des encours analysés (M€)	59 018
% de couverture du portefeuille	69 %
% de couverture de l'univers de référence	70 %

COMPOSITE FINANCIAL IMPACT		
PORTFOLIO	BENCHMARK	RELATIVE PERFORMANCE
3,91 %	3,88 %	-0,8 %

Exposure to Fossil Fuel & Coal Activities

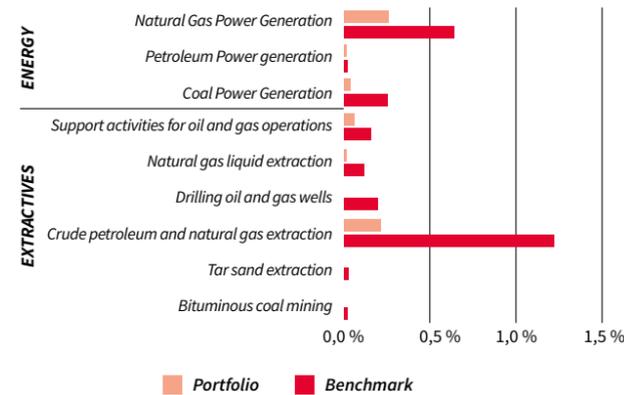


Exposition aux risques de transition du portefeuille d'actifs

L'analyse du portefeuille d'actifs par Trucost (actions et obligations d'entreprises) montre que l'exposition du portefeuille d'actifs aux entreprises engagées dans des activités en lien avec les énergies fossiles (et notamment le charbon) est **limitée et inférieure à celle de l'indice de référence**. De même, le groupe Sogécap apparaît moins exposée que l'indice de référence aux activités extractives.

Couverture de l'analyse	TRUCOST
Périmètre de l'analyse	Groupe Sogécap ⁽²⁾
Montant total des encours analysés (M€)	59 018
% de couverture du portefeuille	96 %
% de couverture de l'indice de référence	88 %

Industry Breakdown of Fossil Fuel Related Activities



Ce résultat illustre le fait que le groupe Sogécap est peu exposée aux risques de transition et aux « actifs échoués » (ou « stranded assets⁽³⁾ »).

9.3 – CARTOGRAPHIE DES PRINCIPAUX RISQUES EXTRA-FINANCIERS

Approche méthodologique

La cartographie des principaux risques extra-financiers du groupe Sogécap⁽⁴⁾ est mise à jour annuellement. Elle a été mise à jour en 2022 en croisant le profil de risques avec les 3 axes d'analyses suivants⁽⁵⁾ : risques en matière environnementale (notamment changement climatique et perte de biodiversité), risques en matière sociale, et risques liés à la qualité de gouvernance.

Les risques identifiés ont ensuite été évalués en fonction de leur impact potentiel (de faible à très fort), de leur probabilité d'occurrence (de faible à quasiment certain), de leur horizon de temps (court ou long terme), et de leurs caractéristiques (court ou long terme, actuel ou émergent, exogène ou endogène).

L'analyse a été réalisée par la direction RSE, la direction des risques et la direction du contrôle interne en s'appuyant sur les différents exercices d'évaluation des risques réalisés au sein de l'entreprise (notamment l'Évaluation Interne des Risques et de la Solvabilité et la cartographie des risques opérationnels) et sur l'analyse quantitative des risques physiques et de transition des actifs du fonds général réalisée par Trucost.

L'évaluation a été réalisée avant prise en compte des mesures de contrôle et d'atténuation et selon le principe de **double matérialité** (c'est-à-dire en tenant compte d'une part de l'impact des facteurs extra-financiers sur les activités de l'entreprise et d'autre part de l'impact des activités de l'entreprise sur ces facteurs).

Synthèse des risques extra-financiers du groupe Sogécap

PRINCIPAUX RISQUES EXTRA-FINANCIERS (avant prise en compte des mesures de contrôle et d'atténuation)	PRINCIPALES POLITIQUES DE CONTRÔLE ET D'ATTÉNUATION	INDICATEURS
Risques de transition		
Risques en matière ENVIRONNEMENTALE	Risque de dépréciation des actifs faisant suite à des évolutions réglementaires qui viendraient pénaliser, voire interdire, certaines activités jugées trop émettrices en gaz à effets de serre ou portant atteinte à la biodiversité (par ex. huile de palme)	<ul style="list-style-type: none"> Politique d'investissement Stratégie climat
	Risque de contentieux ou de litiges lié au non-respect de la réglementation en matière de finance durable (art. 29 de la loi Énergie Climat, Directives européennes SFDR et taxonomie, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Politique et gouvernance RSE Politique d'investissement Politique de contrôle de la conformité Programme de réduction des émissions carbone pour compte propre
	Risque de contentieux ou de litiges lié aux impacts environnementaux des activités de l'entreprise (investissements, produits, compte propre)	<ul style="list-style-type: none"> Politique et gouvernance RSE Politique d'investissement Politique de contrôle de la conformité Programme de réduction des émissions carbone pour compte propre
Risques de contentieux ou de responsabilité		
Risques en matière SOCIALE	Risque de réputation lié aux impacts environnementaux des activités de l'entreprise (investissements, produits, compte propre)	<ul style="list-style-type: none"> Rapports réglementaires Évaluation ESG et carbone du portefeuille d'actifs Bilan carbone pour compte propre
	Inadaptation des produits aux nouveaux besoins et attentes des clients (offres responsables et solidaires, modes de commercialisation innovants, nouveaux modes de mobilité, économie circulaire, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Procédure de gouvernance et surveillance des produits Mesure de la satisfaction client Réclamations clients
	Baisse de l'attractivité et risque d'attrition	<ul style="list-style-type: none"> Procédure de gouvernance et surveillance des produits Mesure de la satisfaction client Réclamations clients
Risques en matière SOCIALE	Risque de dépréciation des actifs faisant suite à des évolutions sociétales ou à des controverses liées à la responsabilité sociale des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Politique d'investissement Évaluation ESG du portefeuille d'actifs
	Risque de contentieux ou de litiges lié au non-respect de la réglementation RSE dans ses aspects sociaux (diversité, égalité H/F...)	<ul style="list-style-type: none"> Politique et procédures RH Amendes régulateur (€) Dysfonctionnements de conformité

1 Actifs du groupe Sogécap, actions et obligations d'entreprise, hors unités de compte et immobilier.
 2 Actifs du groupe Sogécap, actions et obligations d'entreprise, hors unités de compte et immobilier.
 3 Actifs risquant de devenir obsolètes ou de perdre de la valeur avant leur amortissement complet en raison de l'impact des changements liés à la transition énergétique. Plusieurs facteurs peuvent conduire à la dévalorisation de ces actifs : évolutions de la réglementation, limitation de l'utilisation des combustibles fossiles, taxation du carbone, etc.
 4 Risques liés aux décisions et aux actions du groupe Sogécap (risques provoqués) ou à des facteurs externes (risques subis).
 5 cf. décret n°2021-663 du 27 mai 2021 pris en application de l'article L. 533-22-1 du Code monétaire et financier.

PRINCIPAUX RISQUES EXTRA-FINANCIERS (avant prise en compte des mesures de contrôle et d'atténuation)	PRINCIPALES POLITIQUES DE CONTRÔLE ET D'ATTÉNUATION	INDICATEURS	
Risques liés à la qualité de GOUVERNANCE	Risque de gouvernance inadaptée en termes de RSE : prise en compte insuffisante des aspects RSE dans la gouvernance, organisation et processus de décision inadaptés	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance RSE dédiée 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et relevés de décision des instances
	Non-respect de la réglementation ou du Code de conduite en matière de : - corruption - blanchiment et financement du terrorisme - protection des données personnelles	<ul style="list-style-type: none"> Politiques de lutte contre la corruption Politiques de sécurité financière Code conduite interne 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de collaborateurs formés Amendes régulateur (€) Dysfonctionnements de conformité

9.4 – GESTION DES RISQUES EXTRA-FINANCIERS ET DE DURABILITÉ

Les risques extra-financiers sont gérés dans le cadre de la gouvernance RSE (cf. partie 4.1) et des systèmes de gestion des risques et de contrôle interne mis en place par le groupe Sogécap. Ces systèmes, au travers de leurs différentes composantes, ont respectivement pour objectifs :

- de garantir en permanence la maîtrise des risques en les identifiant, les mesurant et en mettant en place les mesures d'atténuation adéquates si nécessaire ;

- de prévenir les dysfonctionnements, de s'assurer de l'adéquation et du bon fonctionnement des processus internes, de garantir la fiabilité, l'intégrité et la disponibilité des informations financières, prudentielles et de gestion.

Ils s'appuient notamment sur des politiques, validées par le Conseil d'administration, qui définissent les principes, processus et procédures mis en place ainsi que la gouvernance et les métriques clés relatives à chaque risque.

POLITIQUES DE GESTION DES RISQUES	POLITIQUES DE CONTRÔLE INTERNE
Politique du risque d'investissement	Politique de contrôle interne
Politique du risque ALM	Politique de vérification de la conformité
Politique du risque de souscription	Politique de sous-traitance
Politique du risque de provisionnement	Politique d'honorabilité et de compétences
Politique du risque de réassurance	
Politique de gestion des risques opérationnels et du risque de réputation	
Politique ORSA (<i>Own Risk and Solvency Assessment</i>) (Processus interne d'évaluation des risques et de la solvabilité)	



10 – LISTE DES PRODUITS FINANCIERS (CF. RÉGLEMENT SFDR)

La liste des produits d'assurance article 8 d'Oradéa Vie est la suivante :

ORADÉA VIE - Assurance Vie

- [ARTHEMIS VIE](#)
- [ASTERIA CAPI PM](#)
- [ASTERIA SAC](#)
- [EVEA VIE](#)
- [FIPAVIE OPPORTUNITÉS](#)
- [FIPAVIE OPPORTUNITÉS CAPI](#)
- [FIPAVIE OPPORTUNITÉS CAPI PM](#)
- [FUTURA VIE](#)
- [HAUSSMANN VIE](#)
- [HAUSSMANN CAPITALISATION](#)
- [HAUSSMANN CAPITALISATION +](#)
- [LINK VIE](#)
- [MULTISUPPORT EXCELLENCE](#)
- [MULTISUPPORT EXCELLENCE CAPITALISATION](#)
- [OFICEA PRAEMIUM VIE](#)
- [ORADÉA CAPITALISATION](#)
- [ORADÉA CAPITALISATION +](#)
- [ORADÉA CAPITALISATION OPPORTUNITES](#)
- [ORADÉA ÉPARGNE HANDICAP](#)
- [ORADÉA MULTISUPPORT](#)
- [PATRIMEA PREMIUM](#)
- [PATRIMEA PREMIUM GP](#)
- [PATRIMEA PREMIUM CAPITALISATION](#)
- [SELF VIE](#)
- [SMART EXCELLENCE](#)
- [TARGET +](#)
- [TARGET + CAPI](#)
- [TARGET + CAPI PM](#)
- [UNEP CAPITALISATION](#)
- [UNEP CARA](#)
- [UNEP MULTISÉLECTION +](#)
- [UNEP MULTISÉLECTION + \(INTÉGRALE\)](#)
- [UNEP MULTISÉLECTION PRIVILÈGE](#)
- [UNEP SÉLECTION TRACKER](#)
- [VALUANCE](#)

ORADÉA VIE - Retraite individuelle

- [PER LIGNAGE](#)
- [PRIMOPER](#)
- [MATLA](#)

La liste des supports financiers article 8 ou 9 éligibles aux produits d'assurance Oradéa Vie est disponible en suivant le lien suivant : [Oradéa Vie](#)

11 - PRINCIPALES INCIDENCES NÉGATIVES DES INVESTISSEMENTS SUR LA DURABILITÉ

11.1 - RÉSUMÉ DES PRINCIPALES INCIDENCES NÉGATIVES SUR LES FACTEURS DE DURABILITÉ

Oradéa Vie (LEI : 969500R5IQ5PE6AB2R69) prend en considération les principales incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

La présente déclaration couvre la période de référence du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 de l'entité Oradéa Vie et porte sur le fonds général. Pour les supports en unités de compte éligibles à ses produits d'assurance et répondant à la définition de l'article 8 ou 9 du règlement SFDR, les informations sur les principales incidences négatives sont disponibles auprès des sociétés de gestion (prospectus/documentations précontractuelles).

Oradéa Vie prend en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité dans le cadre de ses investissements,

notamment celles liées aux émissions de gaz à effet de serre, à la biodiversité, aux questions sociales et de personnel, à l'eau, et aux déchets. Oradéa Vie tient également compte des incidences négatives liées aux émetteurs souverains ou supranationaux et aux actifs immobiliers.

Le groupe Sogécap met en œuvre des mesures afin d'atténuer ces incidences négatives, notamment :

- 1. La prise en compte des critères ESG dans les investissements** (cf. partie 2.1) : les critères ESG sont formellement pris en compte, au côté de la notation crédit et de la notation financière, pour orienter la sélection des titres, leur maintien en portefeuille ou leur exclusion ;
- 2. L'application de politiques sectorielles spécifiques** portant notamment sur les armes controversées, le charbon thermique, le pétrole et le gaz, la biodiversité et la lutte contre la déforestation, et le tabac (cf. parties 2.1 et 7.3) ;
- 3. La stratégie d'alignement avec les Accords de Paris** (cf. partie 7) ;
- 4. Une politique d'engagement actionnarial** visant à agir comme un catalyseur de changement et de progrès (cf. partie 5).

11.2 - DESCRIPTION DES PRINCIPALES INCIDENCES NÉGATIVES SUR LES FACTEURS DE DURABILITÉ

Les indicateurs présentés sont calculés au 31/12/2022. En effet, Oradéa Vie étant un investisseur de long terme, les titres sont conservés sur une longue durée avec une faible variation d'un trimestre à l'autre.

Les taux de couverture des indicateurs sont indiqués dans la colonne « explication ». S'agissant d'un 1^{er} exercice, certains taux

de couverture⁽¹⁾ demeurent faibles en raison de l'absence de publication des informations par les entreprises. Certains indicateurs présentés peuvent donc ne pas être représentatifs du portefeuille d'Oradéa Vie. Ces taux de couvertures devraient s'améliorer au cours des prochaines années avec une meilleure communication des informations par les entreprises en portefeuille⁽²⁾.

Indicateurs obligatoires⁽¹⁾

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés (Tableau 1)

Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence année 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1 en tonnes d'équivalents CO ₂	1 651,12	Taux de couverture : 100 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Stratégie d'alignement avec les accords de Paris (cf. partie 7) : - Objectif de réduction de l'empreinte carbone des portefeuilles actions et obligations d'entreprises, - Politiques sectorielles spécifiques sur le charbon thermique, le pétrole et le gaz, - Objectif de désengagement du secteur du charbon thermique, - Objectif de réduction de l'exposition au secteur de l'extraction de pétrole et de gaz. Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).
	Émissions de GES de niveau 2 en tonnes d'équivalents CO ₂	886,30	Taux de couverture : 100 %	
	Émissions de GES de niveau 3 en tonnes d'équivalents CO ₂	41 076,67	Taux de couverture : 100 %	
2. Empreinte carbone	Empreinte carbone en tonnes d'équivalents CO ₂ par millions d'euros investis	686,96	Taux de couverture : 100 % (scope 1 à 3)	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Stratégie d'alignement avec les accords de Paris (cf. partie 7) : - Objectif de réduction de l'empreinte carbone des portefeuilles actions et obligations d'entreprises, - Politiques sectorielles spécifiques sur le charbon thermique, le pétrole et le gaz, - Objectif de désengagement du secteur du charbon thermique, - Objectif de réduction de l'exposition au secteur de l'extraction de pétrole et de gaz. Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).
3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements en tonnes d'équivalents CO ₂ par millions d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements	1,84	Taux de couverture : 100 % (scope 1 à 3)	
ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles (en %)	2,8 %	Taux de couverture : 100 % Exposition directe	
5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie (en %)	Consommation : 59,79 % Production : 22,42 %	Taux de couverture : 22,23 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).
6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	cf. tableau ci-dessous	Taux de couverture : 21,78 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).

1 Le taux de couverture est calculé par rapport aux actifs éligibles de chaque indicateur.

2 Du fait notamment de la directive européenne sur la publication d'informations en matière de durabilité (« CSRD » ou *Corporate Sustainability Reporting Directive*) dont l'objectif est de renforcer et de standardiser les obligations de reporting des entreprises.

1 Sources utilisées : S&P Trucost (indicateurs 1, 2, 3 et 15), Morningstar Sustainability (indicateurs 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16), analyses internes du groupe Sogécap (indicateurs 17 et 18).

Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence année 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
BIODIVERSITÉ	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	0,02 %	Taux de couverture : 100 % Prise en compte de toutes les controverses	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité (cf. partie 8). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).
EAU	8. Rejets dans l'eau	0,03	Taux de couverture : 2,78 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).
DÉCHETS	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	0,82	Taux de couverture : 31,32 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).

Indicateurs liés aux questions sociales, de personnel, de respect des droits de l'Homme et de lutte contre la corruption et les actes de corruption

LES QUESTIONS SOCIALES ET DE PERSONNEL	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	3,01 %	Taux de couverture : 82,17 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	40,3 %	Taux de couverture : 81,85 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).
	12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Non disponible	Non disponible	Données non disponibles (taux de couverture insuffisant)

Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité	Élément de mesure	Incidence année 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
LES QUESTIONS SOCIALES ET DE PERSONNEL	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	42 %	Taux de couverture : 61,23 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	0 %	Taux de couverture : 82,17 %	Politiques d'exclusion des entreprises du secteur de la défense impliquées dans les armes controversées (cf. partie 2.1).

Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux

ENVIRONNEMENT	15. Intensité de GES	220	Taux de couverture : 93 %	Stratégie d'alignement avec les accords de Paris (cf. partie 7).
SOCIAL	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	0	Taux de couverture : 59,26 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1).
	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	0,0 %	Taux de couverture : 59,26 %	

Indicateurs applicables aux investissements dans des actifs immobiliers

COMBUSTIBLES FOSSILES	17. Exposition à des combustibles fossiles via des actifs immobiliers	0,0 %	Taux de couverture : 100 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Stratégie d'alignement avec les accords de Paris (cf. partie 7).
EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	18. Expositions à des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Non disponible	Non disponible	Données non disponibles (taux de couverture insuffisant)

Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique (PAI n°6)

Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	Incidence année 2022
Activités immobilières	0,27
Industrie manufacturière	0,92
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1,2

Indicateurs supplémentaires⁽¹⁾

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés (Tableau 2)					
Incidence négative sur la durabilité	Incidence négative sur des facteurs de durabilité (qualitative ou quantitative)	Élément de mesure	Incidence année 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
EAU, DÉCHETS ET AUTRES MATIÈRES	9. Investissements dans des sociétés productrices de produits chimiques	Part d'investissement dans des sociétés dont les activités relèvent de l'annexe I, Division 20.2, du règlement (CE) n°1893/2006 (en %)	2,2 %	Taux de couverture : 82,17 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés (Tableau 3)					
Incidence négative sur la durabilité	Incidence négative sur des facteurs de durabilité (qualitative ou quantitative)	Élément de mesure	Incidence année 2022	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION	15. Absence de politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Part d'investissement dans des entités ne disposant pas d'une politique de lutte contre la corruption et les actes de corruption conforme à la convention des Nations unies contre la corruption exprimée en %	0 %	Taux de couverture : 81,85 %	Prise en compte des critères ESG dans les investissements (cf. partie 2.1). Politique d'engagement actionnarial (cf. partie 5).

1 Sources utilisées : Morningstar Sustainalytics : indicateur 9 (tableau 2), indicateur 15 (tableau 3).

11.3 - DESCRIPTION DES POLITIQUES VISANT À IDENTIFIER ET HIÉRARCHISER LES PRINCIPALES INCIDENCES NÉGATIVES SUR LES FACTEURS DE DURABILITÉ

L'identification et la hiérarchisation des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité repose notamment sur :

- La mise en œuvre d'une gouvernance dédiée à l'ESG au sein du groupe Sogécap (cf. partie 4.1 Gouvernance),
- La prise en compte des critères ESG dans la gestion des risques, et notamment l'exercice de cartographie annuelle des principaux risques extra-financiers (cf. partie 9.3 Cartographie des principaux risques extra-financiers),
- L'intégration des facteurs ESG dans la politique d'investissement : Les critères ESG sont formellement pris en compte, au

côté de la notation crédit et de la notation financière, pour orienter la sélection des titres, leur maintien en portefeuille ou leur exclusion. Les détails sont présentés dans la partie 2.1 du présent rapport.

- L'évaluation du portefeuille d'actifs⁽¹⁾ selon des critères ESG (cf. partie 2.1 Prise en compte des critères ESG dans les investissements), carbone (cf. partie 7.4 Évaluation de l'empreinte carbone du portefeuille d'actifs) et biodiversité (cf. partie 8.3 Impact des investissements sur la biodiversité).

11.4 - POLITIQUE D'ENGAGEMENT

Le groupe Sogécap exerce son activité d'engagement et d'influence via Amundi, son principal gestionnaire d'actif, qui s'attache à faire évoluer les pratiques des émetteurs notamment à travers une meilleure prise en compte des principales incidences négatives. Cet exercice s'inscrit dans le cadre du mandat de gestion confié à Amundi.

Les détails de la politique d'engagement actionnarial est disponible dans la partie 5 « Stratégie d'engagement auprès des émetteurs » du présent rapport.

11.5 - RÉFÉRENCES AUX NORMES INTERNATIONALES

Depuis plusieurs années, l'approche du groupe Sogécap autour de son action d'investisseur responsable s'articule autour :

- de chartes et principes tels que les dix principes fondamentaux du Pacte Mondial de l'ONU, invitant les entreprises à se développer et à agir de façon responsable et à prendre une part active au développement durable ;
- d'initiatives visant à promouvoir une finance plus durable et une meilleure prise en compte des enjeux ESG dans les décisions d'investissement. Le détail de ces initiatives est disponible dans la partie 2.2 « Adhésion à des chartes et à des initiatives de Place » du présent rapport.

Le groupe Sogécap évalue constamment l'impact ESG et carbone de ses investissements et leur alignement avec les objectifs des Accords de Paris. Depuis 2022, l'impact sur la biodiversité est également mesuré.

Les détails de la stratégie d'alignement avec les Accords de Paris du portefeuille d'actifs sont disponibles dans la partie 7.1 Stratégie d'alignement avec les Accords de Paris du présent rapport.

1 Fonds général.

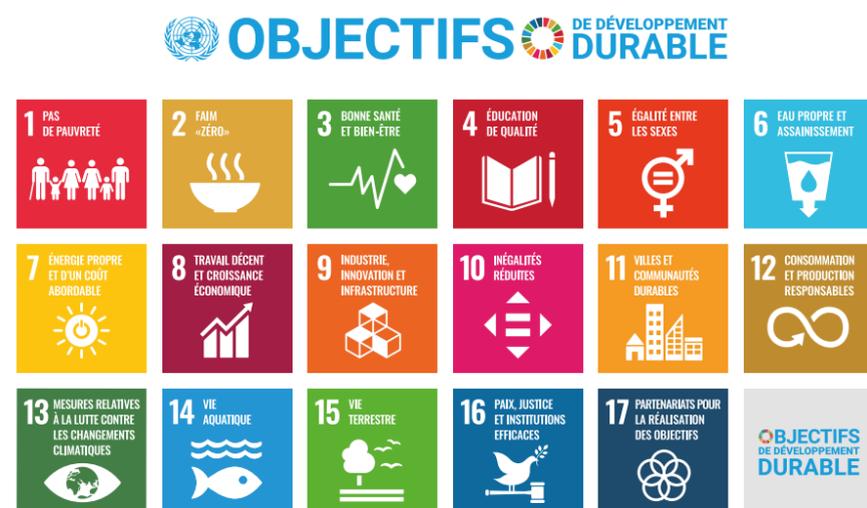
12 - ANNEXES

12.1 - LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES

En 2015, les Nations Unies ont lancé les 17 objectifs de développement durable (ODD) qui ont été adoptés par 193 pays. Les ODD définissent un ensemble d'objectifs à atteindre d'ici 2030 qui visent à mettre fin à la pauvreté, à la faim et aux inégalités, tout en luttant contre le changement climatique, en améliorant la santé et l'éducation et en renforçant les institutions à l'échelle mondiale. Contrairement aux précédents objectifs du Millénaire pour le développement, les ODD mettent non seulement l'accent

sur le rôle des secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, mais aussi sur le rôle des entreprises pour qu'elles opèrent de manière responsable et saisissent les opportunités de résoudre les défis sociétaux.

Pour plus d'informations sur les ODD de l'ONU et leurs objectifs sous-jacents, veuillez consulter : <https://sustainabledevelopment.un.org/>



12.2 - MÉTHODOLOGIE AMUNDI D'ÉVALUATION ESG DES ACTIFS

Le groupe Sogécap a confié à Amundi l'évaluation ESG de la quasi-totalité de son portefeuille d'actifs depuis janvier 2017, s'appuyant sur son expertise méthodologique. Les illustrations, graphes et tableaux présentés ci-après sont établis sur des données au 31 décembre 2022 et sur la base d'informations fournies par Amundi AM, sauf mention contraire.

L'approche méthodologique distingue les émetteurs privés (entreprises), des états.

Analyse ESG des entreprises

L'analyse ESG des entreprises repose sur un modèle propriétaire développé par Amundi. Il vise à étudier les entreprises sur les angles, Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance.

Amundi fonde son analyse ESG des entreprises sur une approche dite « Best in Class ». Chaque émetteur est évalué par une note chiffrée, échelonnée autour de la moyenne de son secteur, permettant de distinguer les meilleures et les pires pratiques sectorielles. L'évaluation d'Amundi repose sur une combinaison de données extra-financières externes et d'analyses qualitatives sectorielles et thématiques. La note attribuée par Amundi se situe sur une échelle de notation allant de A pour les meilleures pratiques à G pour les moins bonnes. Les entreprises qui font l'objet d'une notation G sont exclues de nos fonds gérés activement

Le processus d'analyse d'Amundi examine le comportement des entreprises dans trois domaines : Environnement, Social et Gouvernance (ESG). Amundi évalue l'exposition des entreprises aux risques et opportunités ESG, y compris les facteurs de durabilité et les risques de durabilité, et la manière dont les entreprises gèrent ces défis dans leur secteur respectif. Concernant les entreprises émettant des titres cotés, Amundi note les émetteurs quel que soit le type d'instrument, action ou dette.

A. Dimension Environnementale

Cette analyse consiste à évaluer la manière dont les entreprises gèrent les risques et les opportunités liés aux questions environnementales. Elle examine leur capacité à contrôler leur impact environnemental direct et indirect, en limitant leur consommation d'énergie, en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre, en luttant contre l'épuisement des ressources et en protégeant la biodiversité.

B. Dimension Sociale

Dans cette dimension, nous mesurons la manière dont un émetteur gère son capital humain et ses parties prenantes, en nous appuyant sur des principes fondamentaux de portée universelle. Le « S » de l'ESG couvre plusieurs notions : l'aspect social lié au capital humain d'un émetteur, ceux liés aux droits de l'homme en général, et les responsabilités envers les parties prenantes.

C. Dimension Gouvernementale

Dans cette dimension, nous évaluons la capacité d'un émetteur à garantir un cadre de gouvernance d'entreprise efficace qui lui permette d'atteindre ses objectifs à long terme (par exemple, garantir la valeur de l'émetteur sur le long terme).

La méthodologie d'analyse est fondée sur un référentiel de 38 critères. Parmi eux, 17 sont trans-sectoriels, c'est-à-dire communs à toutes les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, et 21 sont sectoriels, propres aux enjeux de différents secteurs. Ces critères ont été définis pour évaluer la manière dont les questions de durabilité peuvent affecter l'émetteur ainsi que la manière dont celui-ci se les approprie. L'impact sur les facteurs de durabilité, ainsi que la qualité des mesures d'atténuation prises, sont également examinés. Tous les critères sont disponibles dans les outils de gestion des gérants de portefeuilles.

Le tableau ci-dessous présente le référentiel d'analyse d'Amundi :

	ENVIRONNEMENT 	SOCIAL 	GOVERNANCE 
17 CRITÈRES GÉNÉRIQUES	<ul style="list-style-type: none"> Émissions & Énergie Gestion de l'eau Biodiversité & Pollution Fournisseurs (enjeux environnementaux) 	<ul style="list-style-type: none"> Santé et sécurité Conditions de travail Relations sociales Fournisseurs (enjeux sociaux) Responsabilité produits/clients Communautés locales et droits de l'homme 	<ul style="list-style-type: none"> Structure de conseil Audit & Contrôle Rémunération Droits de actionnaires Déontologie Pratiques fiscales Stratégie ESG
21 CRITÈRES SPÉCIFIQUES	<ul style="list-style-type: none"> Énergie propre Voiture verte Chimie verte Construction durable Gestion durable des forêts Recyclage du papier Finance éco-responsable Assurance éco-responsable Business vert Emballage 	<ul style="list-style-type: none"> Bioéthique Marketing responsable Produits sains Risques liés au tabac Sécurité des véhicules Sécurité des passagers Responsabilité média Cyber-sécurité & Vie privée Fracture numérique Accès aux soins Accès aux services financiers 	

Pour être efficace, l'analyse ESG doit être capable de cibler les critères clés en fonction de l'activité et le secteur de l'entreprise. La pondération des critères ESG est un élément crucial de l'analyse ESG. Pour chaque secteur, les analystes ESG pondèrent plus fortement 4 à 5 critères jugés clés.

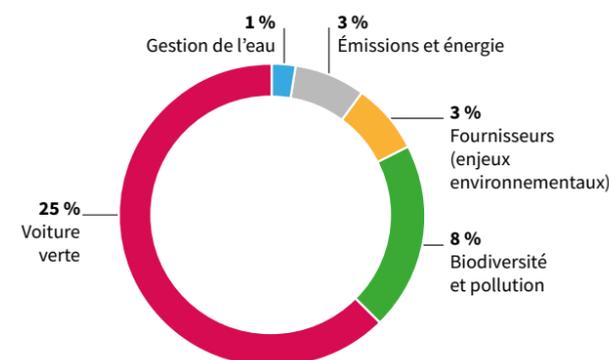
Exemple de pondérations

	E	S	G
Automobile	40 %	34 %	26 %
Banque	24 %	29 %	47 %
Télécommunications	15 %	53 %	32 %

Les analystes ESG sont particulièrement attentifs chaque fois que le risque encouru par une société sur un critère ESG donné est jugé élevé et significatif.

À titre d'exemple, dans le secteur automobile, les émissions de CO₂ sont fortement liées aux flottes des véhicules automobiles des constructeurs. Les analystes ESG se concentreront donc sur les investissements en recherche et développement consacrés à l'efficacité énergétique des véhicules et aux véhicules alternatifs (électriques, hybrides). Ce critère « Émissions et Énergie » est d'autant plus pertinent qu'il représente un risque pour les constructeurs automobiles (par exemple une part de marché potentielle pour les véhicules économes en énergie en raison de l'augmentation des coûts du carburant).

Répartition du critère environnemental dans le secteur automobile



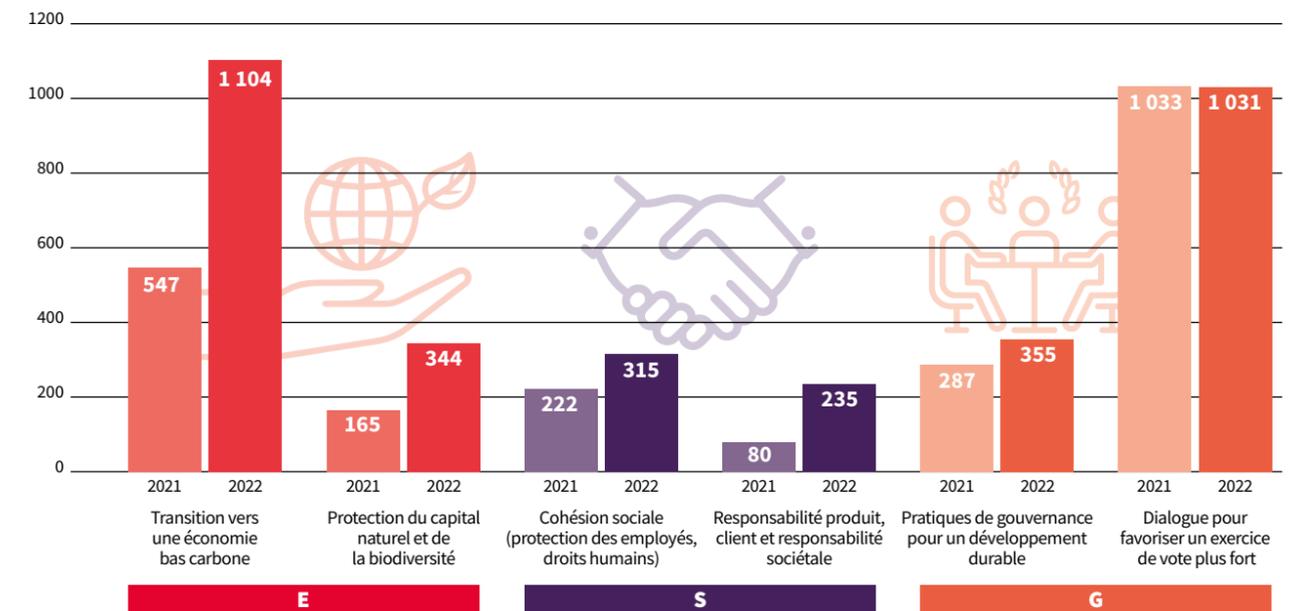
La méthodologie et le processus de notation ESG

La notation ESG d'un émetteur est la moyenne pondérée des notes attribuées aux dimensions E, S et G, chaque dimension étant elle-même la moyenne pondérée des valeurs qui la composent. Les résultats de chacun des scores des 38 critères sont traduits en une note ESG de A à G. À l'issue de ce processus, les entreprises bénéficient d'une notation ESG de A à G. Chaque émetteur se voit attribuer une seule notation ESG, quel que soit l'univers de référence retenu.

La notation ESG est « secteur neutre », c'est-à-dire qu'aucun secteur n'est privilégié, ou au contraire, défavorisé. Les notes ESG sont mises à jour mensuellement sur la base des données brutes communiquées par nos fournisseurs externes. L'évolution des pratiques ESG des émetteurs est suivie en permanence. Les analystes ESG réajustent régulièrement leur analyse et leur méthodologie de notation, en fonction de l'environnement et des événements qui peuvent l'affecter.

Sujets abordés par critère en 2022 dans le cadre de la politique d'engagement d'Amundi auprès de 2 115 entreprises :

2 115 émetteurs uniques engagés en 2022 (1 364 en 2021, 878 en 2020).



Source Amundi. Statistique Engagement 2022

Analyse ESG des États

L'analyse ESG des états repose sur un modèle d'évaluation propriétaire établi à partir de données fournies par Verisk Maplecroft. Ce fournisseur présente l'avantage d'offrir 160 indices (i.e. indicateurs) représentatifs des différents risques ESG auquel un pays peut être

exposé, il permet également une agrégation personnalisée. Nous avons ainsi retenu une cinquantaine d'indices qui contribuent à alimenter le référentiel que nous avons créé.

Le tableau ci-dessous présente le poids des piliers E, S et G ainsi que les critères et indices qui ont été déterminés et retenus par Amundi.

Piliers	Indicateurs niveau 1	Indicateurs niveau 2
Environnement 40%	<ul style="list-style-type: none"> • Climat • Capital Naturel 	<ul style="list-style-type: none"> • Transition climat • Stress Hydrique • Biodiversité et protection des régions • Gaspillage
Social 28%	<ul style="list-style-type: none"> • Droits Humains • Cohésion Sociale • Capital Humain • Droits Civils 	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité • Travail forcé • Salaire décents • Pauvreté • Éducation • Santé • Liberté d'opinion et d'expression
Gouvernance 32%	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité gouvernementale • Environnement économique 	<ul style="list-style-type: none"> • Corruption • Démocratie • Audit et reporting • Protections des investisseurs

La variété d'indices offre une grande flexibilité et le recours à ce fournisseur de données permet à Amundi d'affiner son référentiel d'analyse et d'élargir son périmètre de couverture.

Cette méthodologie permet de couvrir 198 pays qui sont évalués sur une échelle de A à G (A étant la meilleure note, G la moins bonne).

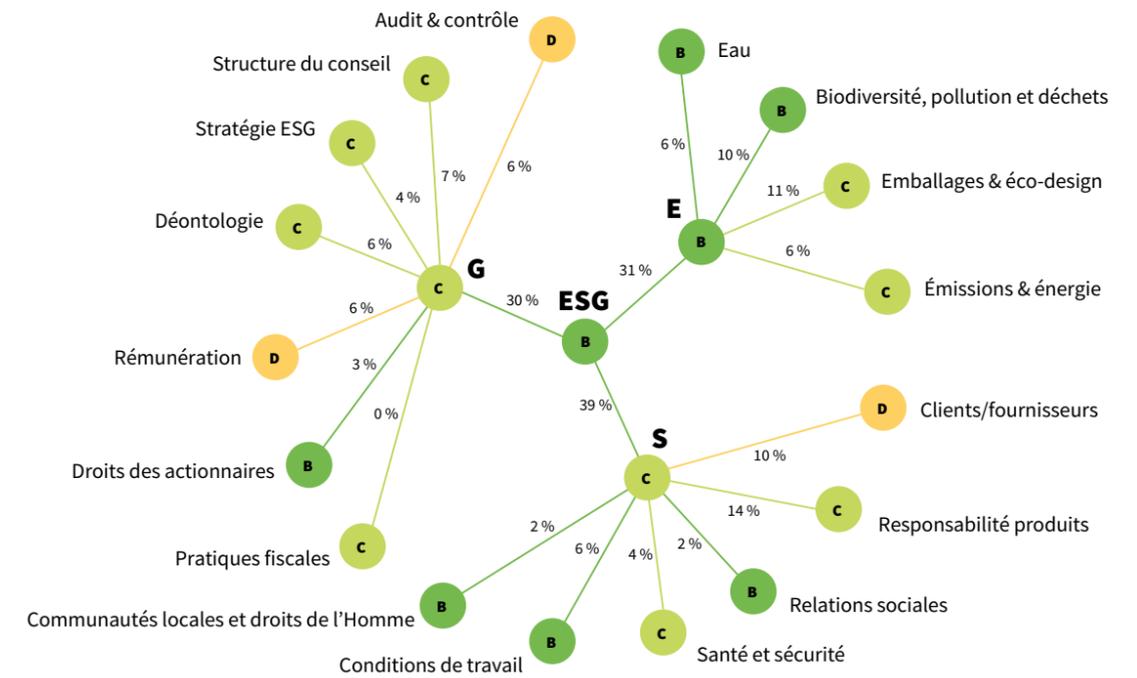
Verisk Maplecroft fournit également un indicateur de tendance et des mesures forwards-looking afin d'anticiper certains changements de score.

La méthodologie d'Amundi s'appuie sur une cinquantaine d'indicateurs ESG jugés pertinents par la recherche ESG d'Amundi pour traiter les risques de durabilité et les facteurs de durabilité.

Chaque indicateur peut combiner plusieurs points de données, provenant de différentes sources, y compris des bases de données internationales ouvertes (telles que celles du Groupe de la Banque mondiale, des Nations Unies, etc.) ou des bases de données propriétaires. Amundi a défini les pondérations de chaque indicateur ESG contribuant aux scores ESG finaux et aux différentes composantes (E, S et G).

Les indicateurs proviennent d'un fournisseur indépendant. Les indicateurs ont été regroupés en 8 catégories afin d'assurer une plus grande clarté, chaque catégorie entrant dans l'un des piliers E, S ou G. À l'instar de l'échelle de notation ESG des entreprises, le score ESG des émetteurs se traduit par une notation ESG allant de A à G.

Environnement	Changement Climatique - Capital naturel
Social	Droits humains - Cohésion sociale - Capital humain - Droits civils
Gouvernance	Efficacité gouvernementale - Environnement économique

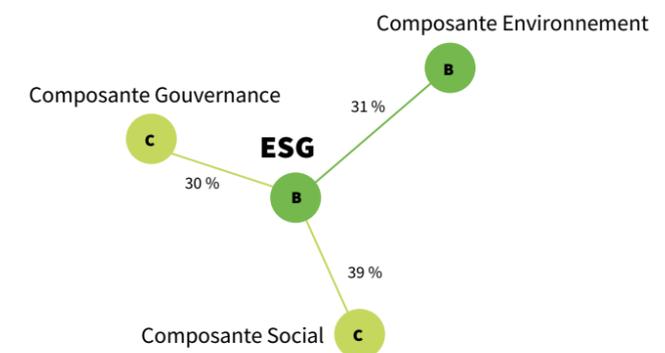


Source Amundi Outil SRI. Exemple donné à titre d'illustration.

Chaque évaluation de critère résulte de la combinaison de données en provenant d'agences de notations extra-financières telles que Vigéo-Eiris, MSCI, ISS-ESG et de la pondération propre à chaque secteur, définie par les analystes ESG d'Amundi.

Ainsi, la note globale C de la composante Gouvernance repose sur des critères relatifs à la déontologie, aux droits des actionnaires, à la stratégie ESG, à la politique de rémunération, à la structure du conseil d'administration, à l'audit et au contrôle.

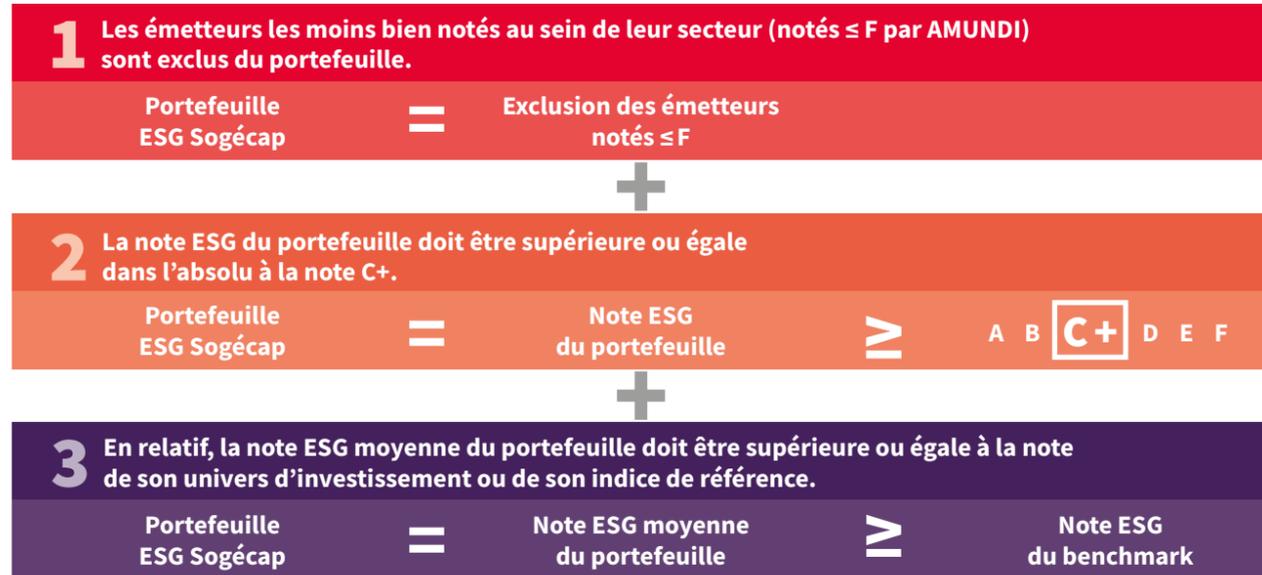
La note C de la composante Gouvernance, associée avec la note B de l'environnement et la note C de la composante sociale détermine la note ESG finale de B.



Source Amundi Outil SRI. Exemple donné à titre d'illustration.

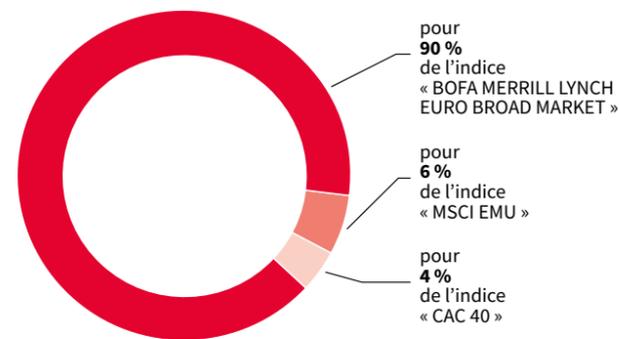
Prise en compte de la note ESG dans le processus d'investissement

Le processus d'investissement se déroule en 3 étapes :

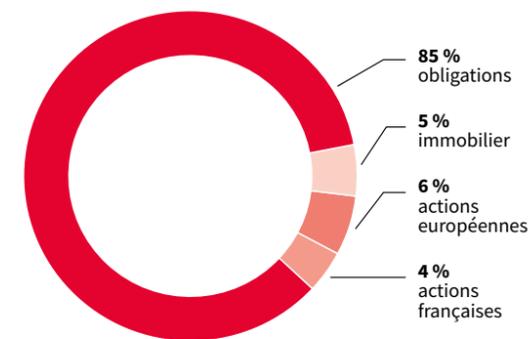


En vue d'établir un benchmark, l'entité a constitué un indice de référence reflétant la structure d'investissement de son portefeuille d'actifs.

L'indice benchmark retenu par Sogécap est composé :



Cet indice composite reflète la structure du portefeuille du groupe Sogécap qui globalement se décompose ainsi :



Cet indice permet de le positionner par rapport à un portefeuille aux caractéristiques d'investissement comparable, et d'en faire le suivi dans le temps.

12.3 - MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE ESG SUSTAINALYTICS

Risques non gérés

Risques non gérés au niveau des enjeux et au niveau global

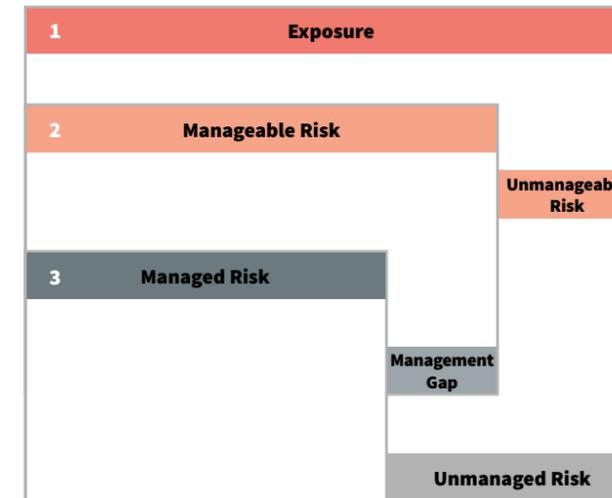
Les scores finaux du classement des risques ESG sont une mesure du risque non géré, qui est défini comme le risque ESG matériel qui n'a pas été maîtrisé par une entreprise. Il comprend deux

types de risque : le risque ingérable, qui ne peut être traité par les initiatives de l'entreprise, ainsi que le déficit de gestion. Le déficit de gestion représente les risques qui pourraient potentiellement être gérés par l'entreprise mais qui ne le sont pas suffisamment selon l'évaluation de Sustainalytics.

Une notation en trois étapes

Le système de notation des risques ESG d'une entreprise se déroule en trois étapes (de haut en bas, voir tableau 1). Le point de départ est la détermination de l'exposition. L'étape suivante consiste à évaluer la gestion et le degré de gestion du risque, et la dernière étape consiste à calculer le risque non géré. Cette structure s'applique à chacun des enjeux ESG matériels ainsi qu'à la notation globale des risques ESG de l'entreprise.

Tableau 1: notation des risques ESG – la structure de notation



Company Exposure	=	Subindustry Exposure	*	Issue Beta	=	12
	=	8	*	1,58	=	12
Manageable Risk	=	Company Exposure	*	MRF	=	10,8
	=	12	*	90 %	=	10,8
Managed Risk	=	Manageable Risk	*	Management score (as %)	=	8,1
	=	10,8	*	75 %	=	8,1
Unmanaged Risk	=	Company Exposure	-	Managed Risk	=	3,9
	=	12	-	8,1	=	3,9

Source : Sustainalytics

Distinction entre les risques gérables et non gérables

La barre « exposition » de l'illustration ci-dessus représente l'exposition au risque ESG d'une entreprise au niveau des trois enjeux. Au niveau inférieur, les risques gérables sont séparés des risques non gérables. Le risque non gérable est l'une des deux composantes du risque non géré, comme le montre l'illustration ci-dessus. La deuxième composante est le déficit de gestion qui concerne la partie gérable des risques ESG matériels auxquels une entreprise est confrontée et reflète l'incapacité de l'entreprise à gérer suffisamment ces risques.

Risque total non géré

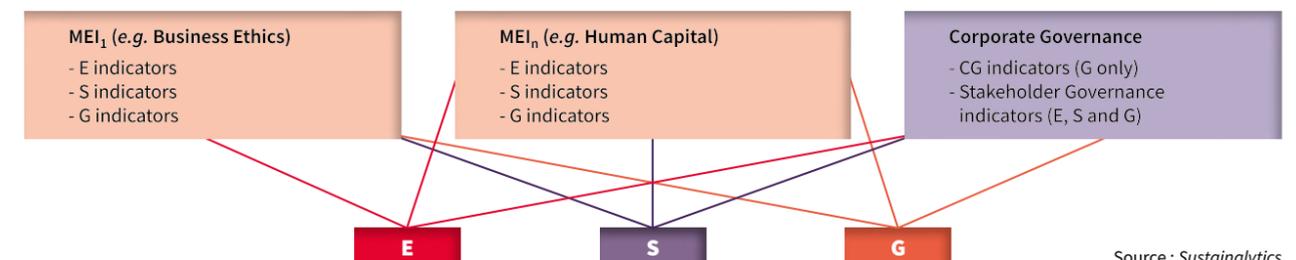
Le score final de la notation des risques ESG est calculé comme la somme des scores individuels des risques non gérés. Il s'agit du risque global non géré d'une entreprise. Comme on peut également le voir dans le tableau, le risque non géré est la combinaison du déficit de gestion et des risques non gérables d'une entreprise. Autrement dit, il s'agit de la différence entre l'exposition d'une entreprise et son risque géré.

Scores des groupes E/S/G

Fournir des informations supplémentaires sur le E, le S et le G

Les notations de risque ESG sont basées sur une notion absolue du risque et sont structurées autour des questions ESG importantes auxquelles les entreprises sont exposées à des degrés divers. Ces questions ESG importantes peuvent avoir un caractère purement environnemental, social ou de gouvernance. Toutefois, il s'agit généralement d'un mélange ou d'une combinaison de deux ou trois de ces éléments. Par conséquent, les notations des enjeux E/S/G que fournit Sustainalytics ont été construites comme des combinaisons linéaires des notations qu'ils génèrent au niveau des questions ESG matérielles, où les pondérations reflètent l'importance relative des indicateurs de gestion et d'événement respectivement pour chaque question. Tous les indicateurs de gestion et d'événement ont une correspondance univoque avec les enjeux ESG (c'est-à-dire qu'ils sont soit classés E, S ou G). De plus, les notations des enjeux E/S/G ne font pas partie de l'architecture des notations de risque ESG. Ils ne sont pas utilisés pour calculer la notation mais sont fournis à titre d'information supplémentaire et pour servir des cas d'utilisation spécifiques.

Figure 6 : Notation des enjeux E/S/G en tant que combinaisons linéaires des scores de l'IEM



Source : Sustainalytics

12.4 - MÉTHODOLOGIE DE L'INDICATEUR GBS DE CDC CARBON 4

L'impact du portefeuille sur la biodiversité a été évalué grâce à la base de données BIA-GBS (*Biodiversity Impact Analytics powered by the Global Biodiversity Score™*) développée par la CDC Biodiversité (filiale de la Caisse des Dépôts) en partenariat avec Carbon 4.

Le GBS peut être vu comme l'équivalent du bilan carbone pour la biodiversité, bien qu'il soit difficile de résumer les enjeux de biodiversité en un indicateur unique. Il permet de mesurer l'empreinte biodiversité des entreprises d'un portefeuille financier en liant les données sur l'activité économique aux pressions sur la biodiversité, puis en traduisant ces pressions en impact sur la biodiversité.

Cet impact est exprimé en « **MSA.km²** ». La MSA (*Mean Species Abundance* ou Abondance moyenne des espèces) est une métrique reconnue par la communauté scientifique permettant d'agréger différents types d'impacts sur la biodiversité. Elle permet d'évaluer l'intégrité des écosystèmes en mesurant l'**abondance moyenne des espèces en un lieu donné**.

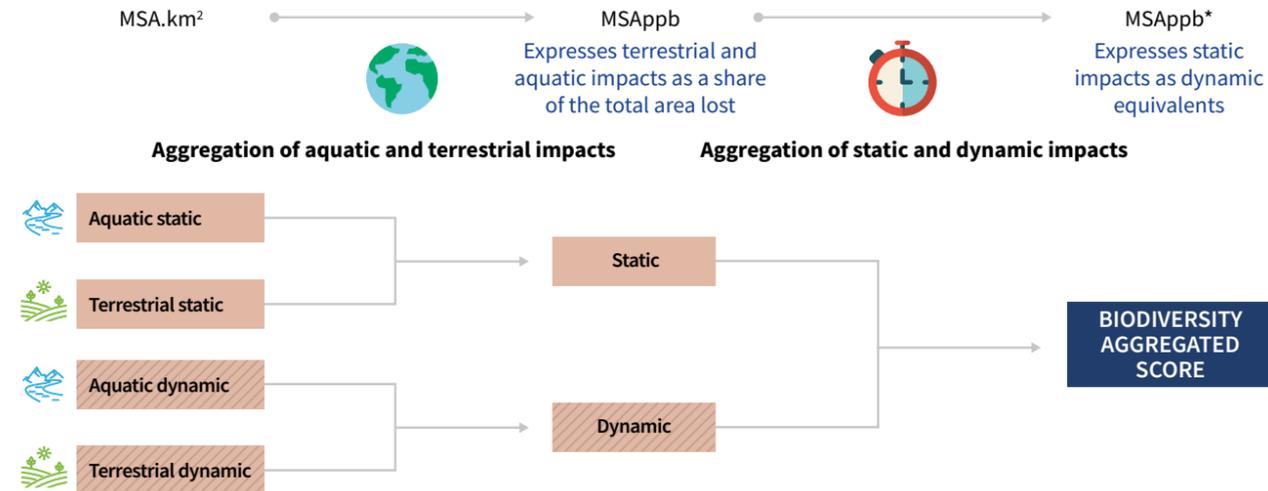
Cette mesure est exprimée en pourcentage et caractérise l'état des écosystèmes sur une échelle de 0% à 100%, où 100% représente un écosystème vierge ou intact. Cette perte de biodiversité en MSA est ensuite multipliée par la surface occupée, en km². **1 MSA.km² perdu équivaut ainsi à destruction totale de 1 km² d'espace naturel initialement intact.**

Deux types d'impacts sont calculés pour deux types d'écosystèmes différents (terrestre et aquatique d'eau douce) :

- Les impacts statiques (stock), qui correspondent à l'ensemble des impacts cumulés négatifs;
- Les impacts dynamiques (flux), qui correspondent aux impacts qui ont eu lieu au cours de l'année écoulée.

Pour pouvoir obtenir une mesure unique et comparable à partir de ces différents impacts, le MSA.km² est converti en « **MSA part per billion** » (« **MSAppb*** »), indicateur agrégé tenant compte du poids relatif des différents impacts (statiques ou dynamiques) et écosystèmes (terrestre ou aquatique d'eau douce).

Figure 1 : extrait méthodologie du GBS de CDC Carbon 4



Enfin, le résultat du portefeuille est calculé en rapportant l'indicateur d'impact agrégé (« **MSA.ppb*** ») de chaque entreprise composant le portefeuille à leur valeur d'entreprise. Il est exprimé en « **MSAppb*** » par millions d'euros investis.

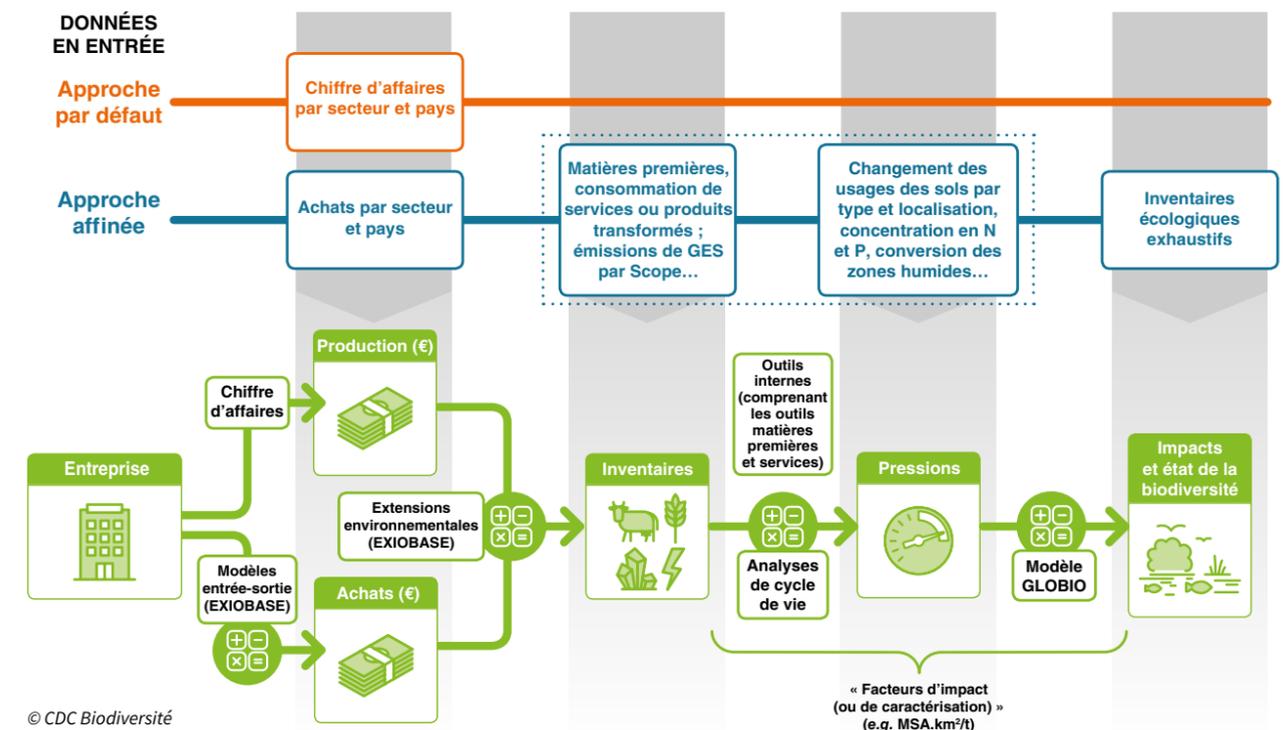
Sources et outils

L'outil GBS s'appuie sur des modèles robustes et déjà existants afin de mener une évaluation aussi précise que possible :

- les données financières (Facset/Carbon 4) ;
- les données d'inventaires de matières premières produites/achetées (cultures végétales, élevage, fourrage, bois, métaux et minerais, pétrole et gaz (modèle Exiobase⁽¹⁾) ;
- les données de pression (changement d'usage des sols, émissions de gaz à effet de serre, émissions de nutriments azote/phosphore, consommations et prélèvements d'eau) (modèle Globio⁽²⁾).

3 étapes sont requises pour établir un lien entre activité économique de l'entreprise et les pressions affectant la biodiversité :

1. L'outil économique Exiobase permet d'établir les externalités de l'entreprise vis-à-vis de la biodiversité.
2. Les outils développés par l'équipe CDC Biodiversité permettent de comprendre dans quelle mesure la consommation de certaines matières premières ou services par l'organisation émettent une pression sur la biodiversité.
3. L'outil Globio étudie la pression de l'organisme pour quantifier son impact et ainsi lui attribuer un score, le Global Biodiversity Score.



Production/achat

Le chiffre d'affaires par secteur d'activité, et pays ou région sert à évaluer la production de l'activité évaluée (outil FACSET). Dans le cas de l'évaluation d'actifs financiers tels qu'un portefeuille d'actions cotées, cela peut inclure le chiffre d'affaires de plusieurs sociétés. Les achats associés à ce chiffre d'affaires sont évalués à l'aide du modèle entrées-sorties EXIOBASE.

Inventaires

Les données sur la production et les achats sont converties en données sur les matières premières et produits transformés et les émissions grâce aux extensions environnementales d'EXIOBASE.

1 EXIOBASE - base de données mondiale qui propose des tableaux entrées-sorties (input-output, MR-IOT) et des tableaux ressources-emplois (supply-use, MR-SUT) détaillés, multirégionaux et étendus à l'environnement - qui permettent notamment de définir quels changements d'usage des terres, de l'eau, quelles émissions, etc. sont liés aux activités économiques des entreprises (ex. combien de matières premières à besoin Nestlé pour faire le café ou les barres chocolatées).

2 GLOBIO - modèle développé et créé par un consortium composé du Centre mondial de surveillance de la nature du programme des Nations unies pour l'environnement (WCMC), du programme des Nations unies pour l'environnement GRID-Arendal et de l'Agence néerlandaise d'évaluation environnementale de PBL a entrepris d'étendre et d'améliorer le modèle GLOBIO. Le modèle a été conçu pour calculer l'impact de pressions environnementales sur la biodiversité dans le passé, le présent et le futur.

La consommation de services est une autre donnée utilisée pour évaluer les pressions qui ne sont pas liées à la consommation de matières premières ou de produits raffinés (par exemple l'empiètement ou les changements d'utilisation des sols causés par le tourisme vert ou encore les bureaux).

À l'issue de cette étape, le modèle Exiobase a évalué les pressions qu'une activité exerce sur la biodiversité.

Pressions

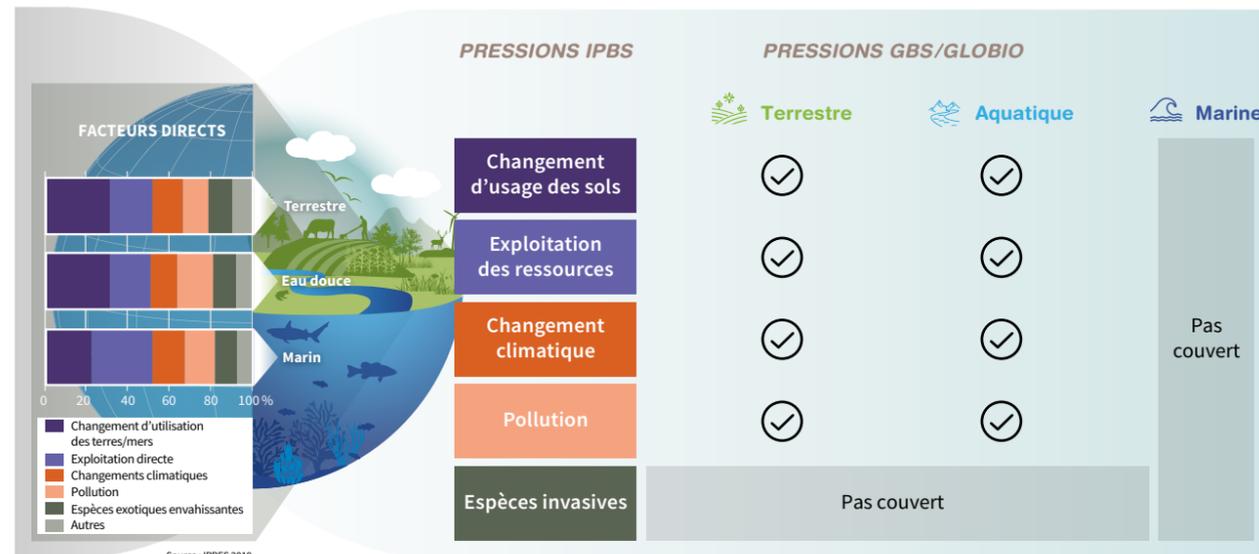
Les pressions terrestres et d'eau douce (ou aquatiques) sont évaluées à partir des inventaires à l'aide d'une gamme d'outils internes, potentiellement complétés par des Analyses de Cycle

de Vie (ACV). En particulier, les outils d'analyse des matières premières et services développés par CDC Biodiversité sont utilisés pour associer des quantités de consommation de produits ou de services à des pressions.

État de la biodiversité et impacts sur la biodiversité.

L'état de la biodiversité, et donc les impacts sur la biodiversité, sont évalués à l'aide des relations pression-impact (équations) de GLOBIO. Le terme « facteur d'impact » pourrait être utilisé pour décrire les coefficients issus du GBS pour calculer directement l'impact en MSA.km²* de n'importe quelle quantité d'inventaire ou de pression.

Le GBS couvre la plupart des pressions sur la biodiversité que l'on retrouve dans les rapports de l'IPBES⁽¹⁾. Il ne couvre pas encore la pression liée aux espèces invasives et n'intègre pas les écosystèmes aquatiques marins :



12.5 - MÉTHODOLOGIES TRUCOST D'ALIGNEMENT 2 °C ET D'ÉVALUATION DU RISQUE PHYSIQUE

12.5.1 Scénarios et méthodologie d'alignement 2 °C

Les scénarios utilisés dans le cadre de l'étude de l'alignement 2 °C sont les suivants :

1. Scénarios de l'Agence internationale de l'énergie (AIE)⁽¹⁾ tirés de *Energy Technology Perspectives 2017* fournissant des paramètres d'évaluation SDA conformes à 1,75 °C, 2 °C et 2,7 °C de réchauffement global.

2. Scénarios RCP (*Representative Concentration Pathways*) utilisés dans le rapport AR5 du GIEC⁽²⁾, fournissant des paramètres d'évaluation GEVA compatibles avec un réchauffement de 2 °C, 3 °C, 4 °C et 5 °C (RCP 2.6 ; 4.6 ; 6 ; 8.5).

3. Scénario 1,5 °C de la *Science Based Targets Initiative*⁽³⁾, fournissant des paramètres d'évaluation GEVA compatibles avec un réchauffement de 1,5 °C.

Les entreprises GEVA sont soumises aux scénarios RCP créés par le GIEC ainsi que le scénario 1,5 °C du SBTi. Afin de jauger leur niveau de température futur, les entreprises sont donc testées par rapport aux scénarios RCP 2.6, 4.6, 6 et 8.5W. Afin de déterminer précisément les taux de réduction d'intensité carbone nécessaires pour les scénarios RCP 2.6, 4.6, 6, et 8.5W, une série temporelle d'émissions provenant des différents gaz à effet de serre des scénarios RCP est d'abord convertie en équivalents CO₂e. Les intensités sont ensuite calculées en divisant la série temporelle d'émissions de CO₂e par une série temporelle du PIB mondial qui s'écoule sur le même horizon de temps. Pour le scénario 1,5 °C, un taux de réduction d'intensité de 7 % par an est utilisé. Ce taux est celui recommandé par la *Science Based Targets Initiative* (SBTi).

Les entreprises SDA sont soumises aux scénarios élaborés par l'Agence internationale de l'énergie dans le rapport *Energy Technology Perspectives* (ETP) 2017. Afin de déterminer précisément les réductions d'intensité de carbone nécessaires par scénario, les émissions de carbone par secteur SDA sont divisées par les données de production, et ce tout au long de l'horizon 2012-2023. Le niveau de détail en termes de d'émissions de carbone pour ces secteurs à fortes intensités est plus granulaire et permet donc une analyse plus précise de leur alignement 2 °C.

Pourquoi Trucost utilise les scénarios du GIEC et de l'AIE ?

Nous considérons le GIEC et l'AIE comme des organisations crédibles et reconnues au niveau international. Bien qu'il existe de très nombreux scénarios publiés par de nombreux auteurs, les scénarios RCP sont les plus répandus, et sont ceux employés au sein du dernier rapport publié par le GIEC (AR5). Ces scénarios sont également spécifiquement ceux prescrits par l'agence PRI en matière d'analyse prospective. Ces scénarios ont ensuite été complétés par les données du scénario 1,5 °C du SBTi.

Les scénarios élaborés par l'Agence internationale de l'énergie dans le rapport *Energy Technology Perspectives* (ETP) 2017 sont parmi les seuls qui comportent suffisamment de détails à l'échelle sectorielle (données de production et émissions de carbone), pour permettre la mise en œuvre de l'approche SDA. Elle est également la source référencée par l'article scientifique dans lequel la méthodologie SDA a été publiée pour la première fois. Pour l'heure, nous ne disposons pas de méthodologie alternative qui permettrait de calculer les intensités des secteurs SDA avec le même niveau de détail.

1 Plateforme inter-gouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

1 *Energy Technology Perspectives (ETP) 2017* – <https://www.iea.org/reports/energy-technology-perspectives-2017>

2 *IPCC Fifth Assessment Report* – <https://www.ipcc.ch/assessment-report/ar5/>

3 *Science Based Target Initiative, Business Ambition for 1.5 °C* – <https://sciencebasedtargets.org/methods/>

Scénario 2DS de l'AIE : le scénario 2DS projette un système énergétique global compatible avec une probabilité d'au moins 50 % de limiter l'augmentation moyenne de la température mondiale à 2 °C. Le scénario 2DS limite à 1 000 GtCO₂ le total des émissions de carbone liées à la production d'énergie cumulées entre 2015 et 2100.

Le scénario émet également l'hypothèse que les émissions de carbone provenant de la combustion de carburant et la production de matières premières dans le secteur de l'industrie sera réduite de près de 60 % d'ici 2050 (par rapport à 2013). Les émissions de carbone continueraient ensuite de décliner après 2050 jusqu'à ce que la neutralité carbone soit atteinte.

Veillez consulter :

<https://www.iea.org/reports/energy-technology-perspectives-2017> pour de plus amples informations.

12.5.2 Méthodologie d'analyse du risque physique

Comprendre le risque physique

Les risques physiques résultant du changement climatique peuvent être aigus (provoqués par un événement tel qu'une inondation ou une tempête) ou chroniques (résultant de changements à plus long terme dans les modèles climatiques) et peuvent engendrer des impacts financiers pour les organisations tels que des dommages aux actifs, l'interruption des opérations et la perturbation des chaînes d'approvisionnement.

Pour mieux comprendre ces risques, S&P *Global Sustainable* a développé un cadre d'évaluation des risques physiques couvrant huit types de risques clés : feux de forêt, froid extrême, chaleur extrême, stress hydrique, inondations côtières, inondations fluviales, cyclones tropicaux et sécheresse. Les données relient plus de 3,1 millions d'actifs construits à plus de 20 000 entreprises, et fournit huit décennies de prévisions (2020-2090) selon quatre scénarios climatiques différents (voir la section « Scénarios de changement climatique » ci-dessous).

Les deux principaux indicateurs obtenus sont les scores d'exposition et les impacts financiers.

Le premier est une évaluation ponctuelle de l'exposition aux risques climatiques aux conditions globales, indépendamment des caractéristiques de l'actif en un lieu donné. Il est fourni sur une échelle de 1 à 100, 100 indiquant risque le plus haut possible et 1 le plus bas. Les scores d'exposition Composite sont également fournis en fonction logarithmique de l'exposition aux 8 risques.

Le deuxième reflète les conséquences financières découlant de l'évolution de l'exposition aux aléas climatiques par rapport à une valeur de référence, spécifique à l'actif présent à un endroit donné. Les impacts financiers sont présentés en tant que pertes éventuelles liées au climat (par exemple, en cas de CapEx, d'OpEx ou d'interruption d'activité) en pourcentage de la valeur des actifs.

Les deux indicateurs sont calculés comme des moyennes pondérées des scores/impacts constitutifs au niveau du portefeuille ou de l'indice de référence.

Méthodologie TRUCOST

La publication des recommandations de la TCFD a souligné l'importance du changement climatique en tant que facteur de risques financiers importants pour les entreprises et les investisseurs qui doivent être évalués, divulgués et gérés. Les types de risques sont répartis en deux grandes catégories, la première étant les risques transitoires (y compris le risque politique et juridique, le risque technologique, le risque de marché et le risque de réputation), et la seconde étant le risque physique.

Les risques physiques résultant du changement climatique peuvent être aigus (provoqués par un événement tel qu'une inondation ou une tempête) ou chroniques (résultant de changements à plus long terme dans les modèles climatiques) et peuvent avoir des impacts financiers pour les organisations tels que des dommages aux actifs, l'interruption des opérations et la perturbation des chaînes d'approvisionnement.

S&P *Global Sustainable1* (S1) a lancé en 2019 une solution d'analyse des risques physiques liés au changement climatique, offrant une approche par actifs pour l'évaluation des risques physiques au niveau de l'entreprise et du portefeuille. En 2022, S1 a lancé un cadre renforcé des risques physiques, en s'appuyant sur l'expertise et la propriété intellectuelle du Service Climat (TCS acquis par S&P Global en janvier 2022). Les principales caractéristiques des données sont les suivantes :

- méthodologie robuste et scientifique de caractérisation des risques physiques liés au changement climatique, s'appuyant sur les derniers modèles disponibles en matière de changement climatique (CMIP 6) et méthodologies propriétaires ;
- couverture de huit risques physiques majeurs liés au changement climatique à résolution constante, inondations côtières mondiales, inondations fluviales, chaleur extrême, froid extrême, cyclones tropicaux, incendies de forêt, stress hydrique et sécheresse ;
- couverture de quatre scénarios de changement climatique basés sur les scénarios du *Shared Socioeconomic Pathway* et du *Representative Concentration Pathway* du GIEC offrant des moyennes annualisées sur plusieurs décennies pour tous les risques des années 2020 aux années 2090 ;

- scores d'exposition aux risques physiques représentant l'exposition ponctuelle aux risques climatiques, et impact financier des risques physiques décrivant les conséquences financières découlant de l'exposition aux risques climatiques pour plus de 250 types d'actifs ;
- base de données de plus de 3,1 millions d'emplacements d'actifs liés à des entreprises et des entités mères-basée sur les données combinées du *S&P Market Intelligence*, du *S&P Commodity Insights* et de *Sustainable1*—et avec une flexibilité permettant d'analyser rapidement les données d'actifs fournis par les clients ;
- analyse des risques physiques pour plus de 20 000 entreprises représentant plus de 98 capitalisations boursières mondiales, garantissant des niveaux élevés de couverture des portefeuilles actions et obligataires sur tous les marchés.

Scénarios de changement climatique

L'ensemble de données *Sustainable1* se concentre sur quatre scénarios de changement climatique futurs sur les scénarios du *Shared Socioeconomic Pathway* et du *Representative Concentration Pathway* du GIEC et éclairés par les directives techniques de la TCFD (FSB, 2017) :

- **scénario de changement climatique élevé (SSP5-8.5)** : scénario de faible atténuation dans lequel les émissions totales de gaz à effet de serre triplent d'ici 2075 et les températures moyennes mondiales augmentent de 3,3 °C à 5,7 °C d'ici 2100 ;
- **scénario de changement climatique moyennement élevé (SSP3-7.0)** : scénario d'atténuation limité dans lequel les émissions totales de gaz à effet de serre doublent d'ici 2100 et les températures moyennes mondiales augmentent de 2,8 °C à 4,6 °C d'ici 2100 ;
- **scénario de changement climatique moyen (SSP2-4.5)** : scénario d'atténuation fort dans lequel les émissions totales de gaz à effet de serre se stabilisent aux niveaux actuels jusqu'en 2050, puis diminuent jusqu'en 2100. Ce scénario devrait entraîner une hausse des températures moyennes mondiales de 2,1 °C à 3,5 °C d'ici 2100 ;
- **scénario de changement climatique faible (SSP1-2.6)** : scénario d'atténuation agressif dans lequel les émissions totales de gaz à effet de serre diminuent pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050, entraînant une hausse des températures moyennes mondiales de 1,3 °C à 2,4 °C d'ici 2100, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris.

L'ensemble de données *Sustainable1* évalue les risques physiques liés aux changements climatiques pour les moyennes décennales de 2020 à 2090. Le calcul des impacts financiers n'est actuellement pas disponible pour le froid extrême, mais il est disponible pour tous les autres risques climatiques.

Approche analytique

La méthodologie *Sustainable1* du calcul des scores d'exposition et des impacts financiers repose sur cinq étapes clés :

- modélisation des risques climatiques ;
- quantification de l'exposition au risque physique ;
- calcul des scores d'exposition au risque physique au niveau de l'actif et de l'entreprise ;
- modélisation de la fonction des impacts financiers ;
- calcul des impacts financiers au niveau de l'actif et de l'entreprise.

1. Modélisation des risques climatiques

Sustainable1 a assemblé des modèles et des données représentant l'exposition aux huit risques liés aux changements climatiques à l'échelle mondiale à travers quatre scénarios de changements climatiques et huit décennies afin de produire une cartographie des risques physiques liés aux changements climatiques. Chaque indicateur, scénario et période est représenté comme un ensemble de données géo spatiales avec des valeurs de risques attribuées à un lieu appropriée à chaque risque. Cela permet de modéliser l'exposition à chaque risque climatique à une période donnée, son évolution au fil du temps, et par rapport à une référence historique.

2. Quantification de l'exposition au risque physique

L'exposition aux risques physiques liés aux changements climatiques est quantifiée en superposant les emplacements d'actifs sur la cartographie des risques décrites à l'étape 1.

Les actifs répondent à la définition suivante : toute structure ou immobilier détenu ou loué par une société couverte par la base de données *Sustainable1* de plus de 20 000 sociétés. La base de données *Sustainable1* est évolutive et est tenu à jour par S&P Global.

3. Calcul des scores d'exposition au risque physique au niveau de l'actif et de l'entreprise

Le score d'exposition au risque physique *Sustainable1* attribue des scores de risque allant de 1 (risque le plus faible) à 100 (risque le plus élevé) à chaque actif de la base de données en fonction de sa localisation dans la cartographie des risques décrites à l'étape 1. Le score d'exposition vise à représenter le niveau d'exposition relatif à chaque risque à chaque localisation, scénarios et périodes. Les scores d'exposition au risque physique sont agrégés au niveau de l'entreprise sous forme de moyenne pondérée de ces actifs en fonction de leurs valeurs. Les valeurs des actifs ont été tirées d'un examen de la documentation et sont censées être indicatives de la valeur relative de chaque type d'actif. Les entreprises évaluées à l'aide de données sur les actifs sont classées dans la catégorie Qualité des données A.

Pour certaines sociétés de l'univers *Sustainable1* CorePlus, les données sont insuffisantes pour calculer les scores d'exposition au risque physique. Dans ce cas, l'exposition au risque physique est estimée en fonction de la combinaison de l'exposition au risque physique du siège social de l'entreprise (20 %), et une moyenne pondérée du risque physique moyen dans les pays où l'entreprise génère des revenus (80 %). Les profils de risque physique d'un pays sont calculés comme une moyenne pondérée du PIB du pays, en s'appuyant sur les données sur les risques climatiques décrites à l'étape 1 et sur les données du PIB. Les entreprises évaluées pour l'exposition au risque physique au moyen de cette méthode sont désignées Qualité des données B.

Le score d'exposition composite vise à fournir une mesure combinée de l'exposition de l'entreprise aux huit risques physiques liés aux changements climatiques. Elle est calculée en additionnant de manière égale le score d'exposition au risque physique de l'entreprise pour chaque risque pour un scénario et une année donnée. La courbe de notation est conçue pour s'assurer que les actifs ou les sociétés qui sont fortement exposés à un risque, mais peu exposés à tous les autres, se verront attribuer un score d'exposition composite au risque physique modéré à élevé. Les autres approches, tel qu'une simple moyenne des scores d'exposition aux différents risques dans un scénario et une période donnée, amènerait une sous-estimation de l'exposition d'un actif ou d'une entreprise au risque physique lié aux changements climatiques.

4. Modélisation de la fonction des impacts financiers

Le modèle de risque physique *Sustainable1* calcule les impacts financiers prévus de l'évolution de l'exposition au risque physique au niveau de l'actif et de l'entreprise. Ce modèle est basé sur une bibliothèque de « fonction d'impact » développée par S&P Global qui décrit la relation entre le degré de changement dans l'exposition au risque climatique et l'impact financier sur un type d'actif donné à travers le temps et les scénarios de changement climatique. Des fonctions d'impact ont été élaborées pour plus de 250 types d'actifs, chacune mettant l'accent sur un ensemble de voies par lesquelles les risques liés aux changements climatiques peuvent avoir une incidence sur la valeur, les revenus, les opérations ou d'autres facteurs de valeur pour ce type d'actif. La base de données de la fonction d'impact a été élaborée au fil de plusieurs années grâce à une vaste recherche documentaire et à un développement analytique. Au niveau de l'actif, l'impact financier est calculé comme les coûts financiers prévus associés

à l'exposition aux risques liés aux changements climatiques, exprimés en pourcentage de la valeur de l'actif.

L'impact financier est calculé au niveau de l'actif pour chaque risque et peut être sommé pour produire l'impact financier puis agrégé au niveau de l'entreprise sous forme de moyenne pondérée fondée sur la valeur de chaque actif. L'impact financier est exprimé sous forme de mesure relative parce que les données réelles ne sont pas disponibles. L'exemple suivant décrit le processus appliqué à l'élaboration de fonctions d'impact pour une combinaison unique de risque et d'actif :

Étape 1 - Identifier les impacts matériels

S&P Global a développé plus de 1 280 fonctions d'impact liées à plus de 250 types d'actifs pour application dans la base de données sur le risque physique et les outils connexes (par exemple la plateforme Climonomics). L'exemple suivant montre la fonction d'impact de chaleur extrême pour le type « immeuble de bureaux » du point de vue du propriétaire/occupant. La mesure du risque thermique utilisée dans cette fonction d'impact est projetée à 50 pAbsChg, qui mesure la variation absolue de la température maximale locale annuelle du 50^e centile (degré Celsius) par rapport à la valeur historique de (1950-1999). Afin d'analyser l'incidence de l'augmentation de la température maximale sur les immeubles de bureaux possédés ou occupés, un examen de la documentation de recherche disponible a été effectué afin de déterminer des types d'impact par lesquelles les opérations et la valeur d'un immeuble de bureaux peuvent être touchées par l'augmentation de la température. Les types d'impact suivants ont été identifiés comme étant importants pour le type d'immeuble de bureaux :

- Coûts de refroidissement : dépenses d'exploitation excédentaires associées à l'utilisation accrue de l'équipement et des systèmes de refroidissement pour maintenir des températures optimales pour les employés et les installations et équipements dans le contexte de la hausse des températures.
- Dégradation des systèmes de CVCA : coûts annualisés de la réduction de la durée de vie utile et du remplacement précoce des systèmes de CVCA en raison de l'augmentation des activités en réponse à la hausse des températures.
- Productivité des employés : coûts associés à la réduction de la productivité des employés et aux dépenses connexes causées par l'augmentation des températures ambiantes (y compris les employés travaillant à l'intérieur).

Étape 2 - Modèle d'impacts

Pour chaque type d'impact, une série d'études et de données pertinentes sont rassemblées afin de quantifier l'impact d'un changement unitaire de risque sur les mesures de rendement financier pertinentes, comme décrit ci-dessous :

- Coûts de refroidissement : la consommation excédentaire d'énergie associée à des températures plus élevées a été estimée en fonction des tendances relevées dans une série d'articles portant sur les changements de la demande d'énergie et de la production d'électricité, et des dommages économiques estimés découlant des changements climatiques aux États-Unis. D'après ces données, la demande d'énergie de refroidissement devrait augmenter de 5 % par degré Celsius d'augmentation de la température maximale moyenne.
- Dégradation des systèmes de CVC : les coûts excédentaires associés à la réduction de la durée de vie des systèmes de CVC par changement de température unitaire ont été estimés à partir d'une série d'études, y compris Fenaughty and Parker (2018). Selon ces données, la durée de vie des systèmes de CVC devrait diminuer de 6,76 % par degré Celsius d'augmentation de la température maximale moyenne.
- Productivité des employés : les réductions de productivité des employés ont été estimées à partir d'une étude globale des effets de la chaleur sur les populations actives. D'après ces données, la productivité de la main-d'œuvre devrait diminuer de 1,14 % par degré Celsius d'augmentation de la température maximale moyenne.

Étape 3 - Calculer les impacts financiers

Pour calculer l'impact financier total sur la valeur des actifs, les modèles d'impact décrits dans la section précédente sont pondérés en fonction d'un ensemble de ratios financiers reflétant la proportion de la valeur totale d'un type d'actif donné représentée par le facteur de valeur impacté par le changement de

température. La mesure de la valeur de l'actif pour le type d'actif « immeuble de bureaux » propriétaire/occupant est la valeur de remplacement et les ratios financiers appliqués à chaque type d'impact décrit ci-dessous (ces hypothèses sont fondées sur une analyse documentaire effectuée par S&P Global) :

- coûts de refroidissement : 1,19 % de la valeur de l'actif ;
- dégradation du système CVCA : 13,29 % de la valeur de l'actif ;
- productivité des employés : 7,84 % de la valeur de l'actif.

L'impact financier pour chaque type d'impact est multiplié par le ratio financier correspondant et additionné pour quantifier l'impact financier agrégé (%) sur la valeur de l'actif d'un immeuble à bureaux occupé par le propriétaire par augmentation d'un degré Celsius de la température maximale moyenne, et extrapolé à l'échelle des augmentations de température futures prévues.

5. Calcul des impacts financiers au niveau de l'actif et de l'entreprise

Le modèle de calcul des impacts financiers du risque physique *Sustainable1* quantifie le pourcentage de la valeur à risque de chaque actif selon :

- le risque physique lié aux changements climatiques selon un scénario et une période donnée par rapport à un scénario de référence historique ;
- la classification du type d'actif et les fonctions d'impact associées pour l'actif à un emplacement donné.

L'impact financier au niveau de l'actif est agrégé au niveau de l'entreprise en utilisant la moyenne pondérée. Les valeurs des actifs ont été estimées. Les impacts financiers au niveau de l'actif et au niveau de l'entreprise sont calculés pour chaque risque climatique, chaque scénario et chaque période et sont ensuite combinés. En 2022, les impacts financiers ne sont pas calculés pour les sociétés sans données d'actifs (autres que le siège social).

AVERTISSEMENTS

AMUNDI

Les graphiques et données sont extraits de reporting fournis par Amundi AM, basés sur les actifs compris dans les portefeuilles à fin décembre 2022. Les informations sont données à titre illustratif. L'exactitude, l'exhaustivité ou la pertinence des informations ne sont pas garanties. Elles sont établies sur des sources considérées comme fiables et peuvent être modifiées sans préavis. Les informations et prévisions sont inévitablement partielles, fournies sur la base de données constatées à un moment précis et sont susceptibles d'évolution. En conséquence, la responsabilité d'Amundi ne pourra être engagée sur la base de ces informations.

TRUCOST

Les documents ont été préparés uniquement à titre informatif sur la base d'informations généralement à la disposition du public et provenant de sources jugées fiables. Le contenu de ces documents (y compris le texte, les données, rapports, images, photos, graphiques, diagrammes, animations, vidéos, recherches, évaluations, modèles, logiciels ou toute autre application ou réalisation à partir de ceux-ci ou toute partie de celui-ci (le « contenu ») ne peut être modifié, décomposé, reproduit ni distribué sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, ni stocké dans une base de données ou un système d'extraction, sans l'autorisation écrite préalable de Trucost ou de ses sociétés affiliées (collectivement, S&P Global). S&P Global, ses sociétés affiliées et leurs donneurs de licence ne garantissent pas l'exactitude, l'exhaustivité, l'actualité ou la disponibilité du contenu. S&P Global, ses sociétés affiliées et leurs donneurs de licence ne sont pas responsables des erreurs ou omissions, quelle qu'en soit la cause, ni des résultats obtenus par l'utilisation du contenu.

LE CONTENU EST FOURNI EN L'ÉTAT. S&P GLOBAL, SES SOCIÉTÉS AFFILIÉES ET DONNEURS DE LICENCE DÉCLINENT TOUTE GARANTIE OU CONDITION EXPRESSE OU IMPLICITE, Y COMPRIS, SANS LIMITATION, TOUTE GARANTIE DE QUALITÉ MARCHANDE OU D'ADÉQUATION À UN USAGE PARTICULIER, D'ABSENCE DE BOGUES, D'ERREURS LOGICIELLES OU DE DÉFAUTS, D'INTERRUPTION DU FONCTIONNEMENT DU CONTENU OU DE FONCTIONNEMENT DU CONTENU AVEC TOUTE CONFIGURATION LOGICIELLE OU MATÉRIELLE.

En aucun cas, S&P Global, ses sociétés affiliées ou leurs donneurs de licence ne pourront être tenus responsables à l'égard de quiconque de tout dommage direct, indirect, accidentel, exemplaire, compensatoire, punitif, spécial ou consécutif, de coûts, de dépenses, de frais juridiques ou de pertes (y compris, sans s'y limiter, les pertes de revenus ou de bénéfices et les coûts d'opportunité) en rapport avec l'utilisation du contenu, même s'ils étaient informés de la possibilité de réalisation de ces dommages.

Toutes les marques et logos sont indiqués à titre illustratif dans ce document et appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Informations réputées exactes au 31 décembre 2022.

Amundi Asset Management, société anonyme au capital de 1 086 262 605 euros – Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP04000036 – Siège social : 90, boulevard Pasteur - 75015 Paris - France – 437 574 452 RCS Paris – www.amundi.com

Les opinions, citations et analyses de crédit et autres émises par Trucost constituent des déclarations d'opinion à la date à laquelle elles sont exprimées et non des déclarations factuelles ou relatives à des recommandations d'acheter, de détenir ou de vendre des titres ou de prendre des décisions d'investissement, et ne traitent pas de l'adéquation d'un titre. Trucost n'est pas tenue de mettre à jour le contenu après sa publication sous toute forme ni sous tout format. Le contenu ne doit pas être invoqué et ne remplace pas les compétences, le jugement et l'expérience de l'utilisateur, de sa direction, de ses salariés, de ses conseillers et/ou de ses clients lorsqu'ils prennent des décisions d'investissement ou d'autres décisions commerciales.

S&P Global maintient certaines activités de ses divisions séparées les unes des autres afin de préserver l'indépendance et l'objectivité de leurs activités respectives. Par conséquent, certaines divisions de S&P Global peuvent détenir des informations qui ne sont pas à la disposition d'autres divisions de S&P Global. S&P Global a mis en place des politiques et des procédures afin de préserver la confidentialité de certaines informations non publiques reçues dans le cadre de chaque processus d'analyse.

S&P Global peut recevoir une rémunération au titre de ses notations et certaines analyses, émises normalement par des émetteurs ou des souscripteurs de titres ou par des détenteurs d'obligations. S&P Global se réserve le droit de diffuser ses opinions et analyses. Les notations et analyses publiques de S&P Global sont mises à disposition sur ses sites Web, www.standardandpoors.com (gratuitement) et www.ratingsdirect.com (sur abonnement), et peuvent être distribuées par d'autres moyens, notamment par le biais des publications de S&P Global et de tiers diffuseurs.

Des informations supplémentaires sur les frais de notation sont disponibles à l'adresse www.standardandpoors.com/usratingsfees.

SUSTAINALYTICS

Les informations, méthodologies, données et opinions contenues ou reflétées sont la propriété de Sustainalytics et/ou de ses fournisseurs tiers, destinées à un usage interne et non commercial, et ne peuvent être copiées, distribuées ou utilisées de quelque manière que ce soit, y compris par citation, sauf accord explicite contraire par écrit. Elles sont fournies à titre informatif uniquement et :

- (1) ne constituent pas des conseils en investissement;
- (2) ne peuvent être interprétées comme une offre ou une indication d'acheter ou de vendre des titres, de sélectionner un projet ou d'effectuer tout type de transaction commerciale;
- (3) ne représentent pas une appréciation de la performance économique, des obligations financières ou de la solvabilité de l'émetteur.

Celles-ci sont basées sur des informations mises à disposition par des tiers, sujettes à des changements continus et ne sont donc pas garanties quant à leur qualité marchande, leur exhaus-

sivité, leur exactitude ou leur adéquation à un usage particulier. Les informations et données sont fournies « telles quelles » et reflètent l'opinion de Sustainalytics à la date de leur élaboration et de leur publication. Sustainalytics ni aucun de ses fournisseurs tiers n'acceptent aucune responsabilité pour les dommages résultant de l'utilisation des informations, données ou opinions contenues dans ce document, de quelque manière que ce soit, sauf si la loi l'exige explicitement. Toute référence à des noms de tiers ou à des données de tiers est destinée à une reconnaissance appropriée de leur propriété et ne constitue pas un parrainage ou une approbation par ce propriétaire.

Une liste de nos fournisseurs de données tiers et de leurs conditions d'utilisation respectives est disponible sur notre site Web.

Pour plus d'informations, visitez :

<https://www.sustainalytics.com/legal-disclaimers>

ORADÉA VIE

SIÈGE SOCIAL : Tour D2 - 17 bis, place des Reflets - 92919 Paris La Défense Cedex.

Crédit photo : iStock by Getty Images - Shutterstock.

Réalisation : JSP



RETROUVEZ-NOUS SUR

 Société Générale Assurances

 @SG_Assurances

assurances.societegenerale.com

 **SOCIETE GENERALE**
Assurances

